



Un métier au seuil du désespoir

par Gilles Simard

(collaboration spéciale)

Ce vendredi-là, je me trouvais à la basse ville, à l'hôtel-restaurant Chez R..., un établissement situé dans l'enceinte de la gare du Palais. Un bâtiment laid et triste vu de l'extérieur. Chez R..., un endroit reconnu comme mal famé, et fameusement connu à travers la région à cause de toutes les générations de "filles de joie" qui s'y sont succédées.

Je m'y trouvais attablé avec trois femmes, trois prostituées, soit Isabelle-de-Saint-Sauveur, Chantal-de-Saint-Roch et Marie-France-de-Beauport.

Je savais qu'Isabelle, 22 ans, mère de trois enfants, était l'enfant chérie d'un petit bar de Saint-Sauveur, qu'elle avait eu une enfance "chérie" par une mère qui la battait régulièrement et par un beau-père qui l'avait violée pour la première fois alors qu'elle avait neuf ans. Isabelle avait erré d'un foyer d'accueil à l'autre pour échouer au centre Berthelet à Montréal. Au cours d'une fugue, à 12 ans, sans amis, sans argent, sans recours et la police aux jarrets, elle "faisait" son premier client, question de survivre. A treize ans, elle était déjà bien établie dans le métier.

Chantal, 22 ans, un enfant à charge, a eu la même enfance aride et

creuse. Bardassée par une mère qui se prostituait dans le Palais (peu après l'époque des "vitrines" des rues Dupont et Saint-Vallier), ignorée par un père absent, Chantal se retrouvait à Berthelet à 13 ans. Elle se mariait la même année, peu après une fugue, mais divorçait quelques mois après. Le jour de ses quatorze ans, Chantal commençait à "travailler" Chez R...

Marie-France n'avait pas connu mieux que les deux autres dans son enfance. Comme Isabelle et Chantal, elle avait connu des lendemains de suicide raté, nombre d'avortements et des soirées de veille à la maison Gomin. Comme les deux autres, elle avait connu des chagrins atroces et le désespoir sans fond des filles de joie tristes du Palais.

Trois filles dites "de gaffe" donc, trois demoiselles qui j'avais racolées pour qu'elles se racontent un peu, ensemble, le temps d'une coupe de café-cognac et de quelques joints.

En temps de crise

Chantal, l'air d'une grande gamine efflanquée, très jolie avec des cheveux noirs en bataille, demande: "Tu veux savoir quoi au juste, bébé?"

"Je veux savoir comment vont les affaires en temps de crise..."

"Mal! C'est l'enfer! Y fait pas chaud avec les "mottés" (clients) de

ce temps-ci, enchaîne Chantal. Les mottés ont moins d'argent, pis y a plus de filles qu'avant. Dans les belles années (1975, 1976, 1977), ça m'arrivait de faire jusqu'à \$2,000 par semaine, à six ou sept clients par jour. Dans ce temps-là, j'étais la plus jeune. J'étais nouvelle. Les clients aiment le nouveau. Asteure, quand je fais \$300 par semaine, c'est beau. Pourtant, à \$50 pour une passe, on est pas chérentes..."

"Pour nous autres, les filles qui travaillent à Saint-Sauveur, c'est pire, continue Isabelle, avec une expression de douceur dans le visage et la voix qui contraste violemment avec les tatouages qu'elle porte aux épaules et aux bras. On est rendu à charger \$30 pour une passe. Je me trouve contente quand je fais cinq ou six clients par semaine, pis c'est moi qui en fais toujours le plus. On est rendu à faire des "shots" à \$5 pis \$10 dans les toilettes avec les clients."

"Le pire, reprend Chantal, c'est que les clients veulent "barguiner" sous prétexte que les temps sont durs. Les clients "fainent" pour en avoir toujours davantage. Y a même pas mal de mottés qui trouvent le tour d'aller "se vider" dans les toilettes juste avant de sortir avec une fille, pour que ça dure plus longtemps au lit."

"Les clients de la basse ville, opine Marie-France en suçotant son café-cognac, c'est pas les "mon oncles" qui vont "cruiser" sur la rue Cartier. Ici, c'est des petits entrepreneurs, des retraités, des camionneurs. C'est du monde qui se font plumer par le gouvernement Lévesque. C'est des gens qui ont des obligations, une famille. C'est surtout pas du monde avec des gros comptes de dépenses."

Pas le choix

"Si les affaires vont si mal que ça, pourquoi ne pas travailler ailleurs, à Sainte-Foy, rue Cartier, Grande-Allée?"

"Moi, fulmine Chantal, les yeux brillants de colère, c'est ici qu'est mon "spot". J'ai la piqure du Palais! Ici, je connais mon monde. Je suis respectée. J'ai travaillé souvent ailleurs, sur la rue Cartier, dans des congrès, des hôtels... Mais j'aime encore mieux un client gardien de cimetières qui sait ce qu'il veut, qu'un haut fonctionnaire habillé chic qui te niaise pendant deux heures, qui se pavane avant d'aboutir. Finalement, pour nous autres, c'est quoi tu penses la différence entre une capote chromée et une capote en caoutchouc?"

"Moi non plus j'ai pas honte de ce que je fais à Saint-Sauveur, ren-

chérir Isabelle. Les sainte-nitouche ont beau me pointer du doigt, j'm'en sache. Si je travaillais comme waitress au salaire minimum, j'arriverais pas. Et pis, quelle différence entre se faire prendre les fesses dans un restaurant, pis se faire faire la même chose ici. Tant qu'à choisir... C'est pour mon fils que je travaille. Quand ça sera le temps, j'arrêterai. Quand mon fils sera grand, je lui dirai la vérité."

"On fait de la prostitution parce qu'on n'a pas le choix... Souvent, c'est parce qu'on ne sait pas faire autre chose, poursuit Marie-France. On n'a pas de diplômes... Pourtant, on n'a pas demandé à venir au monde comme ça. On est des marginales, des capotées. Le monde veut pas de nous autres ailleurs que dans des trucs comme icitte. Mais c'est quoi au juste la prostitution? Ce qu'on fait nous autres, c'est encore ben plus correct que la secrétaire qui baise avec son boss, ou qu'un politicien qui se vend pour ses bénéfices à lui. Même que je nous trouve pas mal moins putains que les "nouries" qui font des concours de "gilets mouillés" à la haute ville. Et pis dans le fond, les filles gelées ben raide qui vendent des roses pour leur "pimp" dans les bars de Québec sont ben plus à plaindre que nous autres..."

Méprisées, il faut faire les "smattes"

Chantal avale un "speed", Marie-France allume un joint, Isabelle commande un alcool double. Autour de nous, c'est l'habituel tohu-bohu du vendredi après-midi.

"Tu faisais quoi avec \$2,000 par semaine Chantal?"

"Je le flambais au fur et à mesure. Je brûlais pratiquement tout en "dope". Après ma journée, j'allais me défoncer au Cercle Electrique. Dans ce temps-là je me piquais à tous les jours. J'en donnais aussi pas mal à mon ami qui était aussi mon "pimp". Asteure, j'en mets un peu de côté, j'essaie d'élever mon fils convenablement."

"Les souteneurs, les proxénètes, ça vous dit quoi maintenant?"

"Des sales, rage Chantal. J'aimerais mieux me faire tuer plutôt que de me faire "pimer" encore."

"Le temps des pimps c'est fini dans des places comme ici, poursuit Marie-France. Dans les agences, ailleurs, j'dis pas... Pourtant, on se fait toujours "pimer" indirectement. Parce qu'on fait la "gaffe", on passe pour des moins que rien. Y a toujours quelqu'un, quelque part, pour nous rappeler qu'on est des filles de gaffe. On nous méprise. Pis y faut qu'on soit fines avec tout le monde... Les waiters, les chauffeurs de taxi, les propriétaires, les bouncers, les concierges. Y faut être "smattes" avec l'épicière du coin, faire consommer les clients, faire guili guili aux "beus". On se fait toujours avoir quand même."

"Dans certaines villes, en Europe, aux États-Unis, les filles s'organisent en association, en syndicat. Pourquoi pas ici, à Québec?"

"On se tient déjà pas mal, les filles entre nous autres. Le matin, on se téléphone pour parler des prix, des clients, de la police. Un syndicat pourquoi, comment?... Ça serait difficile. Quand on connaît toutes les difficultés que les serveuses de restaurant ont pour se syndiquer, imagine nous autres asteure", commente Marie-France.

Les clients

"Quel genre de clients pré-

férez-vous, et quel genre détestez-vous le plus?"

"Les pires, commence Chantal, c'est les Jos-connaissant qui ont tout fait, tout vu... Ou encore, ceux qui nous font la morale pendant qu'on les baise. On voit ça chez les plus jeunes ou chez les professionnels."

"Le client idéal, reprend Isabelle, c'est le gars qui te laisse faire, qui ne nous oblige pas à jouer la comédie de la femme satisfaite. Il y a aussi les plus vieux, les retraités, ceux qui manquent d'amour à tous les niveaux. Ceux qui sont seuls. Hier, j'ai passé l'après-midi, à double tarif, avec un vétérinaire. Il n'y a pas eu de contact physique. Il voulait juste me montrer ses médailles, ses souvenirs."

"Vous arrive-t-il souvent de vous faire demander des... des spéciaux, des extras?"

Les filles se regardent un instant d'un air entendu, puis Chantal me dit avec une expression mi-bienveillance mi-commisération: "Écoute... des extras, ben sûr que ça arrive, mais ça coûte plus cher. Il y a des clients qui ont des manies, des fantasmes. C'est sûr qu'on a nos recettes, nos p'tits trucs pour mettre un gars à l'aise. Mais neuf fois sur 10, ça se résume par un acte sexuel ben ordinaire. Souvent, le monde s'imaginerait que ça marche comme dans les films pornos, avec le fouet, les bottes de cuir, tout le kit. Ça n'est pas ça du tout. Évidemment on a nos petits maniaques, mais ceux-là on les barre bien vite."

"Vous pensez quoi des hommes en général?"

"Les hommes, les hommes, commence Chantal, c'est pas tous des doux. J'ai mangé des volées, j'ai été violée plusieurs fois, humiliée, déçue. Cherche pas, y a rien de plus doux qu'une femme avec une autre femme. J'ai eu plusieurs expériences avec des femmes, et pourtant je suis pas lesbienne. J'aime le père de mon fils. On est pas des sans-cœur. Nous autres aussi on est capable d'aimer quelqu'un. Nous autres aussi on a besoin d'être aimées."

"Les hommes, je les ai haïs

pendant longtemps, murmure Marie-France comme pour elle-même. J'ai fait du temps entre autres parce que j'ai failli saigner un gars avec une paire de ciseaux. Quand je prenais des "peanuts" à grande poignée, j'étais agressive, "speed-freak"... J'étais presque folle. J'en voulais à tous les hommes. Je me vengeais sur les clients. Souvent j'essayais de leur faire mal en leur faisant l'amour. Des

fois je ne pouvais pas m'empêcher de pleurer quand je faisais une passe. Pis dire qu'il y a des clients qui prenaient ça pour des larmes de jouissance. Maintenant j'ai un enfant de quatre ans. J'aime un gars. Y est en taule, mais je l'aime."

Légaliser la prostitution

"Seriez-vous d'accord si le



gouvernement légalisait la prostitution?"

"Non, réplique Chantal. J'ai ma fierté. On est pas des mongoles quand même... Je tiendrais pas à m'exhiber dans une vitrine."

"Peut-être qu'il y aurait moins de maladies, avance Isabelle. On ne verrait plus de choses comme c'est arrivé à Murielle. Mumu s'est fait refiler une syphilis par un petit cave. Mais elle était tellement tout le temps gelée qu'elle s'en est aperçue bien trop tard. On l'a opérée. Elle s'est fait enlever tout ce qu'elle avait dans le ventre. 19 ans, pis la "plomberie" finie au grand complet."

"Moi je serais d'accord si le gouvernement nous payait comme des sexologues, lance Marie-France avec un demi-sourire. Sans ça, rien à faire. Le sexe à la chaîne, les contrôles, les impôts, tout ça, pffft! Non merci!"

"Peut-être qu'on verrait moins d'amanchures comme celle-là, grogne Chantal en désignant du menton une fille enceinte de sept mois et plus qui se dirige vers un client. Dire qu'il y a des hommes qui trouvent que c'est un "kick" spécial de sortir avec une femme enceinte", soupire Chantal.

"Ça vous arrive pas des fois d'avoir peur de finir comme Lisette", Diane*, Lise***?"

Chantal, agacée, regarde ailleurs. Marie-France fixe son verre. "La vie c'est un combat", conclut Isabelle.

Ça fait déjà presque deux heures que je suis "sur le temps" des filles. C'est assez. Je sors. La vie change aussitôt de couleur. Comme à chaque fois, depuis plus de 15 ans que je fréquente les milieux dits louches, j'ai l'impression d'émerger d'un bocal sans fond, de changer de dimension, de laisser un monde clos.

* Lisette, 21 ans, originaire de Saint-Romuald, fut trouvée dans une chambrette, étranglée, le corps meurtri, la gorge et la bouche remplies de condoms. C'était la l'œuvre d'un client qui court toujours, trois ans après.

** Diane, une transsexuelle de plus de 35 ans, fut retrouvée morte, dans son appartement à Saint-Pascal, littéralement dépecée de plusieurs dizaines de coups de couteau. C'était l'été dernier.

*** Lise, 40 ans et plus, originaire de Trois-Rivières, travaillait chez R... Il y a deux ans, elle se suicida. Une "overdose"...



Livres et libraires

Le vent souffle du bon bord

Le livre et, par conséquent, les libraires se portent bien à l'heure actuelle au Québec. Alors qu'il y a à peine vingt ans, il était relativement difficile pour les Québécois de trouver tous les titres qu'ils auraient souhaités, aujourd'hui

c'est l'abondance. Marc Saint-Pierre a rencontré plusieurs libraires qui lui ont expliqué la situation.

Le livre et les libraires se portent bien merci par les temps qui courent. Les consommateurs, en cette période de crise, par choix ou par obligation, ont bien sûr mis un frein à leurs achats de biens durables, sabré dans leurs dépenses per-

verture des commerces entrée en vigueur le 23 décembre, les librairies peuvent maintenant ouvrir leurs portes le dimanche.

Un "vrai" libraire

Mais encore faut-il déterminer ce qu'est un "vrai" libraire.

De l'avis de Laure Vaugeois, de la Librairie Vaugeois, rue Maguire, à Sillery, l'épithète de libraire est souvent galvaudée tant et si bien qu'il existe des librairies où il n'y a pas de libraire!

Une librairie, explique-t-elle en substance, est d'abord un lieu de service où l'amateur de livres doit pouvoir trouver ce qu'il cherche, où un personnel compétent doit être en mesure de le guider et de découvrir ses besoins le cas échéant.

Une librairie, ajoute Mme Vaugeois, est aussi un endroit où on est capable de faire des recherches et où on doit être à l'écoute d'un paquet de choses plus que dans n'importe autre commerce.

Elle déplore notamment que l'étiquette de libraire puisse être utilisée par des vendeurs de papeterie ou de dictionnaires, voire de matériel de bureau. A son avis, il faudrait peut-être repenser la définition du libraire et éventuellement en faire l'objet d'un règlement.

Jacques Guay, de la Librairie Pantoute, fait entendre à peu près le même son de cloche.

Un vrai libraire, dit-il en substance, est celui qui offre un service à l'aide d'un personnel compétent et qui doit être en mesure de garder un fonds important de livres, outre les nouveautés.

"Il est bien important que les clients soient conseillés par des employés spécialisés", souligne M. Guay. On ne peut prendre n'importe qui dans la rue pour le mettre derrière une caisse enregistreuse."

Somme toute, une librairie n'est pas une entreprise de vente comme

les autres et chacune a sa clientèle particulière.

Chez Pantoute, par exemple, on sait que la clientèle s'intéresse entre autres à l'écologie, à la bande dessinée pour adulte, à la littérature québécoise. Et c'est quotidiennement, note M. Guay, qu'il faut administrer en regard de ces observations.

"Si on ne fait pas attention à notre clientèle, dit-il, elle va aller ailleurs." C'est peut-être cette incapacité des "chaînes" du domaine du livre naguère puissantes de coller à la réalité de leur clientèle qui a amené leur disparition graduelle.

On ne peut pas, estime M. Guay, expédier à travers tout le Québec des stocks uniformes pour des clientèles différentes. "C'est important la personnalité des librairies", soutient-il.

Mme Vaugeois évalue la situation sur ce point à peu près de la même façon. "Quand on devient gros, indique-t-elle sans ambage, on devient administrateur et non plus libraire."

Mais pour s'en tenir à cette image du parfait libraire, il faut que ceux qui en exercent le métier résolvent un certain nombre de problèmes dont celui de se procurer les dernières publications n'est pas le moindre.

Un libraire n'a évidemment pas la capacité ni le loisir de faire affaires directement avec les maisons d'édition québécoises ou européennes et il lui faut donc s'adresser aux distributeurs.

Or, il arrive que ces derniers doivent se faire tirer l'oreille avant d'honorer telle ou telle commande d'un libraire.

Il y a des titres parfois difficiles à obtenir, note Suzanne Brunet, de Pantoute. Quand un livre est souvent demandé, dit-elle, on s'attend à ce que le distributeur l'ait dans ses entrepôts. Peut-être manquent-ils quelquefois de "pi" pour déterminer quelle nouvelle publication sera très en demande, note-t-elle.

Les délais de livraison placent aussi à l'occasion les libraires dans l'eau bouillante.

Tel ou tel éditeur fera une campagne de promotion pour une nouvelle publication et le libraire sera incapable de répondre à la demande d'une clientèle déjà au courant, puisque le livre ne sera pas disponible avant deux pleines semaines.

Même observation de Mme Vaugeois qui note que tel volume sera impossible à trouver parce que le distributeur aura omis de s'en constituer un stock avant, par exemple, la période des vacances en France où toute activité prend fin à toutes fins utiles.

Quand le livre sera enfin disponible, l'intérêt du lecteur se sera porté vers d'autres nouveautés, indique-t-elle.

Mais la situation peut devenir carrément ridicule. Il est même arrivé qu'un titre, vendu à pleines caisses au Salon du livre, soit absent des rayons des librairies parce que les distributeurs avaient omis pour une raison ou une autre de les leur expédier.

S'il leur reste à mieux s'entendre avec les distributeurs et les maisons d'édition, les libraires sont tout de même en bonne posture.

Les bibliothèques municipales

Aux termes de la loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre, adoptée en 1979, les bibliothèques publiques se doivent de s'approvisionner auprès des libraires agréés par le ministère des Affaires culturelles.

Si ces dispositions de la loi sont susceptibles d'apporter de l'eau au moulin, cela ne va pas sans risque pour les libraires.

Selon l'usage établi entre les distributeurs et les libraires, les stocks de livres sont payables dans les trente jours. Si d'aventure des livres

destinés à une bibliothèque municipale ne sont pas payés à l'intérieur de ces trente jours, et cela peut survenir compte tenu de la lourdeur des structures de ces organismes, c'est le libraire qui doit absorber les coûts entre-temps.

"Bien sûr, note Jacques Guay, ces ventes aux bibliothèques municipales aident les libraires mais cela peut représenter en certaines occasions un cadeau empoisonné."

Par ailleurs, les libraires québécois ont encore eu un coup de pouce de l'Etat par suite des modifications aux heures d'ouverture des commerces. Ils peuvent maintenant ouvrir le dimanche par suite de la décision gouvernementale du 23 décembre.

Cette décision, souligne Jacques Guay, n'a pas créé de privilège mais a seulement rétabli un juste équilibre entre les librairies et les autres commerces, notamment les dépanneurs, qui ouvraient le dimanche.

Il va de soi, ajoute-t-il, que les libraires puissent ouvrir le dimanche pour assurer un service à leurs clients.

"Le dimanche, on peut acheter de la bière, un paquet de choses, dit-il, alors pourquoi pas des livres?"

Pour Mme Vaugeois, la possibilité pour les libraires d'ouvrir le dimanche rétablit une concurrence saine entre les librairies et les tabagies ou dépanneurs qui, eux, pouvaient vendre des livres en même temps que leurs produits habituels.

Il y a cependant un hic. Il peut s'avérer difficile pour un libraire de garder en place du personnel compétent sept jours par semaine pour servir les clients.

Quoi qu'il en soit, pour Mme Vaugeois, le livre demeure vraisemblablement l'un des loisirs les moins chers.

Il y a des livres pour toutes les bourses, souligne-t-elle, dans toutes les gammes de prix. Et somme toute, un livre peut avoir une vie de 10 ou 15 lecteurs et peut-être davantage.



marc
saint-pierre

sonnelles, mis de côté des loisirs coûteux.

Mais s'ils consomment moins, les Québécois, en revanche, achètent plus de livres. Les libraires peuvent compter avec des hausses de leur chiffre d'affaires, légères peut-être, mais réelles.

"La situation est meilleure qu'elle n'a jamais été", souligne Jacques Guay, président du conseil d'administration de la Librairie Pantoute, rue Saint-Jean, à Québec.

De fait, il y a ici plus d'auteurs que jamais, les livres français entrent à la tonne, on peut trouver des livres jusque sur les comptoirs des magasins à rayons, note M. Guay.

Egalement, de nombreuses boutiques de livres usagés — il y en a au moins huit dans le grand Québec — ont vu le jour ces dernières années, notamment l'incroyable Palais du livre, rue McGill, à Montréal, où sont rassemblés quelque 4 millions de volumes.

En outre, les bibliothèques publiques, qui ont bénéficié de \$10,7 millions en subvention de l'Etat l'an dernier, sont très fréquentées.

Au total, le Québec compte 250 libraires, soit un par 24,000 habitants, alors qu'on en dénombre un pour 40,000 en France et un pour 35,000 aux Etats-Unis.

De plus, au terme de la nouvelle réglementation sur les heures d'ou-

qu'on lui offre. Il frémirait rien qu'à la pensée qu'on puisse détruire des livres, quels qu'ils soient.

Toutes les treize minutes, en moyenne, il fait l'acquisition d'un stock. Des particuliers lui en apportent, il fait main basse sur un lot de faillite, il s'empare d'un stock laissé pour compte à la suite d'une bisbille entre un distributeur et un libraire, il profite de saisis, il a ses contacts avec des sociétés de recyclage de papier, la douane, les compagnies de navigation, etc.

Bref, il ramasse tout, en n'importe quelle quantité, en n'importe quelle langue.

Et il offre, dans les six étages de son Palais du livre, des volumes à partir de cinq cents, toujours à moitié prix.

Pour Pierre-Roger Nadeau, les livres sont vendus trop chers.

Ce qui est important pour lui,

c'est que les gens puissent acheter des livres pour 100. Et en conséquence, il coupe les prix. Il vend des livres neufs marqués \$4.50 ou \$3.75 pour 75 cents, des bandes dessinées qu'on trouve ailleurs à \$6.95 ou \$5.95 pour \$2.85, etc.

"Si les livres étaient vendus à un prix raisonnable, soutient-il, les Québécois liraient davantage."

Pierre-Roger Nadeau estime que beaucoup de Québécois francophones achètent des livres en anglais parce qu'ils peuvent se les procurer à meilleur prix.

"C'est bien dommage, dit-il. Tous les livres en français pourraient être vendus à 40 pour 100 de leur prix."

Livres usagés

Cette opinion que les livres sont trop chers est également par-

tagée par Richard Perron qui tient une boutique de livres usagés, rue Myrand, à Sainte-Foy.

Les livres neufs sont chers, explique-t-il, notamment à cause des faibles tirages et ils augmentent chaque année.

Cette situation est dans une certaine mesure à l'origine de la prolifération des boutiques spécialisées dans le volume usagé, un phénomène quand même récent ici au Québec.

Selon Richard Perron, la politique commune à tous les libraires spécialisés dans l'usage est de vendre à 50 pour 100 du prix du livre neuf et même moins.

Mais les vendeurs de livres usagés ont à faire face à un problème de taille: l'approvisionnement.

Si un client pense trouver chez

nous une nouveauté, il se trompe d'endroit, note M. Perron. Il lui faudra attendre entre trois et six mois.

Les vendeurs de livres usagés en effet comptent sur les particuliers pour remplir leurs tablettes. Mais ils n'achètent pas n'importe quoi pour autant.

Les livres qu'ils achètent doivent être en bon état et propres et, souvent, ceux qu'ils offrent semblent n'avoir jamais été ouverts.

Et pour s'ajuster à leur clientèle, les vendeurs de livres usagés communiquent entre eux et vont même jusqu'à conseiller à des clients d'aller voir chez leurs compétiteurs qui ont en main ce qui est demandé.

C'est l'attrait des bas prix qui amène les clients à revenir. "Nos prix, dit-il, c'est clair, ils sont dix ans en arrière."

Des livres à moitié prix ou moins

Pierre-Roger Nadeau, grand manitou du Palais du livre, à Montréal, a quatre millions de livres en magasin, rue McGill, et dix autres millions dans ses entrepôts.

Ce stock, dit-il, fait du Palais du livre la quatrième plus grande maison de vente de livres au détail au monde.

Pierre-Roger Nadeau, un ancien liquidateur de faillite venu au commerce du livre par amour et, ajoute-t-il, parce qu'il avait besoin de culture, tient les portes de sa librairie ouvertes douze heures par jour, sept jours par semaine, et c'est à peine s'il ferme à Noël, au Jour de l'An et à la Saint-Jean-Baptiste.

Il estime avoir en sa possession 60 pour 100 de livres neufs et 40 pour 100 de livres usagés. Il ne s'approvisionne pas chez les distributeurs mais il achète tout ce

Au lendemain de la guerre Le drame libanais demeure entier

La guerre dont le Liban a été le théâtre l'été dernier n'a fait qu'accentuer la crise interne qui ébranle ce pays depuis 1975. André Dionne, de la section internationale du SOLEIL, s'est rendu au Liban en novembre et décembre dernier, à titre de membre d'une commission d'enquête mise sur pied par le Comité SOS-Liban-Palestine pour étudier les besoins humanitaires des

victimes de la guerre. Ce comité regroupe plusieurs organismes au Québec, dont la CSN, la CEQ, le SUCO, Québec-Palestine etc. Dans le troisième d'une série de quatre articles, André Dionne fait part des difficultés sociales et économiques que traverse le Liban.

Au lendemain de la guerre de l'été dernier, le Liban est plus que jamais lancé au coeur de ses contradictions qui risquent de provoquer à plus ou moins long terme une crise interne tout aussi profonde que celle qu'il a connue entre 1975 et 1978.



andré dionne

Les nouvelles conditions créées par la guerre sont devenues cependant beaucoup plus pénibles. Le niveau de vie des plus pauvres a encore baissé. Leur milieu de vie s'est dégradé et ils demeurent plus abandonnés que jamais auparavant.

Quant à leurs vis-à-vis, les riches, ils se sont enrichis, et paient toujours aussi peu d'impôts que par le passé.

Cependant, l'invasion israélienne déclenchée le 6 juin et les conséquences qu'on connaît maintenant, ne sont pas les seuls éléments qui expliquent les très graves difficultés politiques, sociales, économiques que connaissent les Libanais. Ce serait trop simple.

La crise libanaise qui s'accroît depuis 1975, était endémique. La guerre de l'été dernier n'aura que fait éclater un problème démesuré qu'entretenait le pays depuis tant d'années: absence de leader, sans appareil étatique, des forces politiques aux idéologies peu conciliables et dont les projets socio-politiques sont à l'opposé.

Paradoxalement, l'invasion israélienne oblige le nationalisme libanais à se définir. La société libanaise doit s'analyser et voir clair, confrontée maintenant à son incapacité de se relever pour des raisons internes et externes.

Le projet politique

À la fin de la guerre, en septembre dernier, le pays présente tout autant de facettes politiques, de l'extrême gauche à l'extrême droite en passant par les mouvements intégristes.

L'assassinat du président nouvellement élu, Béchir Gemayel, le 14 septembre dernier, va démontrer l'extrême fragilité du Liban. Le peuple libanais est face à son drame. Il doit renaitre.

Le seul leader qui émergeait est mort; il n'y a pas de projet politique, l'économie du pays est en débauche et tous craignent que l'occupation des forces étrangères ne dure.

L'unité nationale et l'intégrité territoriale deviennent alors les deux sujets plus discutés et il s'établit

rapidement une sorte de consensus au sein de la société; elle se voit dans l'obligation de dégager une force commune.

Le Mouvement national libanais (MNL), regroupement des forces progressistes jadis placé sous le "protectorat" de l'Organisation pour la libération de la Palestine, est disloqué. Sa principale composante, le Parti communiste libanais (PCL), doit avaliser le projet "d'unité-intégrité" du nouveau président Amine Gemayel.

"Pour le moment, insistait Karim Mroueh, membre du bureau politique du MNL agonisant, très influent au niveau de son parti, le PCL, nous devons rallier les forces politiques autour de la souveraineté du Liban qui doit être rétablie".

Consensus fragile

Ce faible consensus existe bien sûr, mais des éléments étrangers (israéliens et syriens) feront éclater ça et là à travers le pays les crises anciennes entre groupes libanais: Druzes et Chrétiens dans le Chouf (centre du pays); pro et anti-syriens au nord à Tripoli.

La présence militaire étrangère qui s'affirme et prend des allures de permanence, met en veilleuse l'élaboration d'un projet politique qui doit remettre le Liban sur pied.

Toutes les faibles énergies de l'Etat, une faiblesse qui fait partie de la légende, demeurent concentrées au rétablissement de son autorité sur

une parcelle du territoire, à la réorganisation de l'armée qui n'existait plus, aux négociations en cours avec Israël et à des menées diplomatiques qui l'aideront à chasser "l'étranger".

A part de ça, rien. Et rien n'est possible non plus.

Pourtant ralliés autour du projet "d'unité-intégrité", les forces politiques libanaises susceptibles d'amorcer ce débat essentiel au renouveau du Liban, sont incapables d'agir; leurs leaders savent d'autre part fort bien jusqu'à quel point leur société doit être renouvelée afin d'éviter un nouvel éclatement.

L'économie

Au plan économique, nombre de Libanais déjà aisé ne souffriront de la guerre que très faiblement. Liés au grand négoce, à la finance ou appartenant au monde des services professionnels, ils traverseront cette époque aisément.

Par contre, la bourgeoisie nationale liée à l'industrie primaire et secondaire verra son édifice s'écrouler. Les usines ferment à un grand rythme. Les travailleurs perdent leur emploi; l'émigration s'accroît depuis des années au point que le pays accuse un manque de main-d'oeuvre spécialisée. Cette débâcle touche tous les secteurs: cimenterie, gypse, les textiles, le bois, le fer et l'acier, boissons gazeuses et produits chimiques...

Dans le nord du pays, les dirigeants syndicaux parlent de sa-

botage de la part même des chefs d'entreprise pour qui les risques sont trop élevés et les rendements marginaux par rapport à ceux du commerce ou de la finance.

Conséquemment, la classe moyenne tend vers une plus grande pauvreté, selon ces chefs syndicaux rencontrés dans la région industrialisée du nord du pays, Tripoli.

Un rapport de la Chambre de commerce du Liban, publié en janvier dernier, rapporte que le niveau de production au Liban est égal à ce qu'il était il y a huit ans et que la dépendance économique à l'égard de l'étranger s'est accrue de façon très significative renforçant ainsi les tendances inflationnistes.

Les exportations marquent une baisse de 30 pour 100 de 1975 à 1981. Pendant la même période, 150 usines ont été détruites; le quart du capital investi est perdu et la main-d'oeuvre baisse du tiers, forcée à l'exode.

L'importance des transferts fiscaux de cette main-d'oeuvre extérieure (dans les pays producteurs de pétrole notamment) fait que l'analyse économique demeure jusqu'à un certain point artificielle: ces transferts sont de l'ordre de \$130 millions (US) par mois, soit 45 pour 100 du revenu national comparativement à 25 pour 100 en 1975.

Le dumping

L'économie libanaise doit faire face à une autre situation fort dan-

gereuse, celle du dumping des produits israéliens sur son territoire.

Il est de notoriété là-bas que les surplus israéliens, de fruits notamment, sont mis en marché au Liban à des prix défiant toute concurrence de la part du producteur libanais.

C'est le cas des mandarines, des oranges, des pommes. Les agences de presse internationales ont révélé cette semaine que ce sont des dizaines de tonnes de fruits et légumes achetées en Israël hors taxes par des commerçants libanais qui franchissent quotidiennement les frontières vers les marchés libanais.

Plus, les Israéliens ont ouvert le port de Haïfa, dans le nord d'Israël, aux marchandises à destination du Liban moyennant une modeste somme de 3 pour 100 de la valeur des marchandises en transit, diminuant ainsi une des principales sources de revenus du port de Beyrouth, révélait la semaine dernière un document publié dans Le Monde.

Dans le sud du Liban, des marchands ambulants israéliens offrent aux sinistrés des prêts hypothécaires, en argent israélien, à des taux avantageux.

"Il n'y a pas de plus juif qu'un Libanais", me confiait un Libanais chrétien du monde des affaires, laissant entendre que ces pratiques n'auront qu'un temps et que le nationalisme économique des Libanais contournera facilement ces manœuvres. Il faudra faire vite.

Un avenir?

La situation politique intérieure est sombre; c'est très évident.

Les Libanais croyaient à la fin de la guerre que le pays se viderait de ses étrangers, israéliens, palestiniens et syriens.

Ils ont vite compris que ce ne sera probablement pas le cas. Ils y croient de moins en moins!

Le projet de partition du territoire libanais est connu de tous et, jour après jour, ils voient l'appareil israélien, soutenu par les miliciens dissidents de Saad Haddad, imposer petit à petit son emprise administrative et politique sur tout le sud du pays, une zone de production agricole fort riche à l'intérieur de laquelle coule le fleuve Litani dont les eaux sont essentielles aux réseaux d'irrigation du nord d'Israël.

Au centre du pays, vers la Syrie, ce sont les soldats syriens qui ont établi leurs campements dans la vallée de la Bekaa.

Ils savent aussi que les négociations avec Israël n'avancent pas, qu'ils n'ont qu'une force relative dans ces pourparlers et que les pressions américaines sur l'Etat hébreu n'ont rien donné.

Il y a peu de place pour l'optimisme, du moins à court terme.



Le lot des réfugiés est partout le même au Liban, qu'ils vivent dans les ruines laissées par la guerre ou dans des camps.

Les réfugiés Une plaie vive au coeur du Liban

Résultat pénible de la guerre qui a donné naissance à de nouveaux mouvements de populations, les réfugiés dans leur ensemble demeureront les plus défavorisés, quasiment abandonnés (à tout le moins ignorés) par les autres membres des couches sociales plus aisées.

Une sorte de plaie vive au sein de la société libanaise.

Dans un rapport publié récemment, la Chambre de commerce de Beyrouth parle d'un "héritage des années de guerre qui ont fait 6,000 handicapés, 4,000 orphelins et 300,000 sinistrés et déplacés (...)" et ces chiffres permettent d'entrevoir à quel point les années qui viennent seront chargées de problèmes sociaux pour le Liban.

Ces chiffres officiels sont bien sûr très loin de la réalité si on les compare à d'autres estimations faites par les grands organismes internationaux.

Ils décrivent néanmoins une situation fort pénible pour ces réfugiés qui, en matière de santé, sont abandonnés aux organisations nationales ou internationales.

Ils font tous partis du même lot, vivent dans des ruines, dans les banlieues poussiéreuses de Beyrouth, dans les camps de réfugiés, dans la capitale, au nord, au sud.

Les réfugiés palestiniens sont les plus pénalisés et subissent la vengeance de la société libanaise qui a toujours tenté, et dans une certaine mesure réussi, de rejeter tous ses maux sur le dos des Palestiniens.

Mais l'ensemble de ces démunis se trouve difficilement une place

dans le pays. On cherche à les parquer dans leurs "ghettos" comme c'est le cas pour les Palestiniens du Sud-Liban, ou encore de les déplacer pour lancer la reconstruction des secteurs qu'ils habitent et qui ne leur sont pas destinés.

Parmi eux se trouvent un certain nombre de non-Libanais devenus avec les années ou par naissance des "illégaux", sans permis de séjour ou permis de travail.

Ils constituent tous un fardeau social et économique dont l'Etat ne veut, ou ne peut pas, s'occuper notamment en matière de soins de santé.

N'ayant pas accès au réseau impressionnant de petits hôpitaux ou cliniques privés, ce sont des organisations de santé à caractère socio-politique qui ont pris charge d'eux dans la mesure de leurs faibles moyens et dont les seules ressources financières sont exclusivement ou presque étrangères. Les usagers ne paient que des frais minimums équivalant à 10 pour 100 des frais demandés en milieu privé.

Sur le plan national, trois organisations assez récentes se sont séparées cette clientèle qui n'a pas de place dans le réseau privé libanais.

Le "Mouvement social" de Mgr Grégoire Haddad s'occupe des plus démunis d'entre eux, ceux qui vivent dans les ruines des chalets en bordure de la Méditerranée sur cinq plages consécutives. "C'est moins que le minimum que nous leur offrons, avoue une travailleuse sociale. Ces services vont de l'achat des boîtes pour les enfants jusqu'au "counseling" familial".

La Croix rouge libanaise leur rend visite; les médecins émettent des ordonnances qu'ils ne pourront même pas payer à la pharmacie. Des cas de malnutrition sont apparus, ce qui est tout à fait nouveau au Liban.

Ce que nous leur offrons, c'est en attendant qu'on les déplace quelque part autour de la ville, avoue-t-elle.

En banlieue

Dans les banlieues de Beyrouth-Ouest et dans le secteur près du port, on retrouve une large population chiite dont le sort en matière de soins de santé et de prévention relève d'un groupe lié de près à l'organisation politique des chiites, le groupe "Amal".

Les volontaires de cette société, fondée en 1979, ont une approche plus globale des problèmes sociaux dans ces banlieues. Ils font de l'organisation de quartiers pour amener les gens à définir leurs besoins, à participer; ils alphabétisent les adultes, lancent des campagnes d'éducation sanitaire et de vaccination.

Cette association possède également un réseau de petits hôpitaux et cliniques. Amel a élaboré un projet d'hôpital public dans la banlieue de Beyrouth destiné à devenir le centre du réseau de santé. Un édifice de sept étages a été acheté qui devra graduellement être transformé en hôpital.

Conscient de la faiblesse de l'Etat en matière de santé publique, ce groupe est le seul à faire pression ouvertement auprès de l'Etat pour qu'il prenne ses responsabilités en

matière de soins de santé pour les moins favorisés.

Secours populaire

Fondé en 1972, le Secours populaire libanais, supporté par le Parti communiste libanais, est largement développé au nord, au sud et dans l'est du pays. Ce sont souvent de petites cliniques de services ou de très petits hôpitaux sauf au sud du pays à Nabatieh où l'on offre des services plus complets.

Le Koweït a financé la construction d'un hôpital plus complet dans la même ville devant desservir une population d'environ 35,000 habitants.

Quant aux Palestiniens, un peu écartés du réseau du Secours populaire, ils demeurent les plus démunis puisque le Croissant Rouge palestinien, une institution de l'OLP, n'existe qu'à Beyrouth maintenant et encore là, les services offerts sont loin d'être ceux des années d'avant-guerre.

L'institution est visée au même titre que les autres institutions palestiniennes que l'on veut voir disparaître. Sous peu, les Palestiniens n'auront plus que les services offerts par l'UNWRA (United Nations Wealth and Relief Agency), une organisation internationale créée en 1948 pour leur venir en aide. Le groupe Amel a cependant indiqué qu'il accepterait d'offrir les services de santé aux Palestiniens au même titre qu'aux autres infortunés du pays.

Coordination

Avec l'approbation de l'Etat, les

différentes organisations préoccupées de la santé publique se sont regroupées au sein d'un comité national de coordination que préside Mgr Grégoire Haddad.

Il est clair que ces organismes sont en train de définir une politique des services publics de santé au Liban.

Que fera l'Etat qui a toujours privilégié le développement du secteur privé, pour qui la santé est une affaire de "gros sous"? On verra bien, disait un responsable du groupe Amel.

Parallèlement, ces "volontaires" de la santé multiplient les campagnes de financement afin de hausser le niveau des ressources qu'ils ont à leur disposition. Ils doivent constamment se fier à la communauté internationale pour l'approvisionnement en médicaments et autres instruments modernes nécessaires à la pratique des soins de santé.

Le temps presse; les conditions se sont détériorées rapidement chez cette masse de démunis: 500 cas de lépre sont apparus. Les cas de typhoïde et de pneumonie se multiplient au fur et à mesure que les conditions sanitaires se dégradent.

Un médecin français trouvait étonnamment élevé le nombre de "souffles cardiaques" observés chez des enfants et adultes dans les camps palestiniens.

C'est désespérant, disait-il, quand on regarde les faibles moyens dont nous disposons actuellement.

À SUIVRE

SCIENCE

Un nouveau départ pour le Centre de recherches minérales du Québec

Un virage technologique s'annonce dans la recherche minérale au Québec. En tout cas, les bonnes intentions de 150 chercheurs, scientifiques, ingénieurs et techniciens réunis à Québec, la semaine dernière, sont là! Les projets aussi, à un moment où l'industrie minérale du Québec fait face au ressac de la récession économique mondiale qui lui a fait perdre récemment 4.130 emplois dans la production minérale. On consacre \$25 mil-

lions chaque année à la recherche minérale au Québec, soit 1 pour 100 de la valeur de la production. Il en faudrait une fois et demie de plus! Selon le sous-ministre associé aux Mines, M. Pierre O. Perron, "nous avons une industrie minérale qui nous fait honneur, une expertise certaine et reconnue, de bons concepteurs et opérateurs de mines. Il nous faut aller plus loin, "ajuster nos mires" sur des cibles

réelles nécessaires pour les atteindre sur le plan des programmes de développement industriel, de la mise en marché et de la recherche industrielle". Un service de technologie minière sera mis sur pied au Centre de recherches minérales du Québec pour pousser plus loin la recherche sur les problèmes liés à l'aspect technique de l'exploitation des mines, de leur informatisation et de leur automatisation notamment.

par Claude TESSIER

Si le gouvernement du Québec donne suite aux orientations et aux perspectives de développement qui lui sont proposées, le Centre de recherches minérales se lancera, cette année, dans un plan triennal de développement comportant des investissements de \$22 millions, l'augmentation du tiers du budget de 1983 à 1985 et l'augmentation des effectifs permanents et à contrat de 127 à 162.

Le Centre de recherches minérales du Québec a des laboratoires d'analyses au complexe scientifique de Sainte-Foy et une usine pilote dans le parc industriel Saint-Malo, à Québec, où on vérifie, en procédés continus, les données obtenues en laboratoire, où on les adapte à des conditions semi-industrielles et où on recueille les données d'ingénierie nécessaires à la transposition industrielle.

La proposition fait suite à l'étude de quatre experts étrangers venus analyser, en 1979, la situation de la recherche et du développement au Centre de recherches minérales du Québec. Un comité consultatif sur les nouvelles orientations du centre a aussi produit un rapport de 250 pages.

Il existe de nombreux besoins à satisfaire dans le secteur minéral. Le directeur du Centre de recherches minérales, M. Marc Denis Evrell, a indiqué les orientations scientifiques du centre:

— Consolider le domaine du traitement des minerais par la mise au point de circuits de traitement pour valoriser les nouveaux gisements et améliorer ceux qui existent;

— Faire des recherches accrues en métallurgie extractive pour les gisements à minéralisation complexe;

— Appliquer les techniques de l'informatique aux activités de l'usine pilote de Saint-Malo et par la mise au point de capteurs pour l'industrie; développer l'instrumentation;

— Créer un service de tech-

nologie minière pour la mise au point de nouvelles techniques et de nouveaux procédés et développer l'aspect commercialisation des travaux.

Les interventions porteront surtout dans le secteur du fer qui connaît la concurrence; il faut aussi améliorer la qualité du produit; le niobium utilisé dans la fabrication d'aciers métalliques de haute résistance et ses éléments associés comme le titane, un métal réfractaire qui sert à fabriquer des alliages; l'or où la présence du personnel scientifique et d'ingénieurs y

est faible; le centre agira comme "agent de concertation" pour l'industrie.

Ces recherches veulent donner le coup de barre qui manquait depuis plusieurs années et qui a conduit à des déficiences en recherche et développement du secteur minéral au Québec et à sa dégradation.

La réhabilitation de l'usine pilote est en cours; on dépense \$2 millions pour la réfection et l'isolation du bâtiment construit au début du siècle. Les aires d'essais seront réaménagées.

Qui fait quoi, au Québec!

Sur qui repose présentement la force de la recherche minérale au Québec?

D'abord quelques laboratoires privés destinés à résoudre des problèmes opérationnels à court terme: ceux du groupe Noranda, à Montréal, pour la métallurgie, de Fer et Titane du Québec, à Tracy, pour l'exploitation de l'ilménite, et d'Alcan, à Jonquière, pour la production d'aluminium.

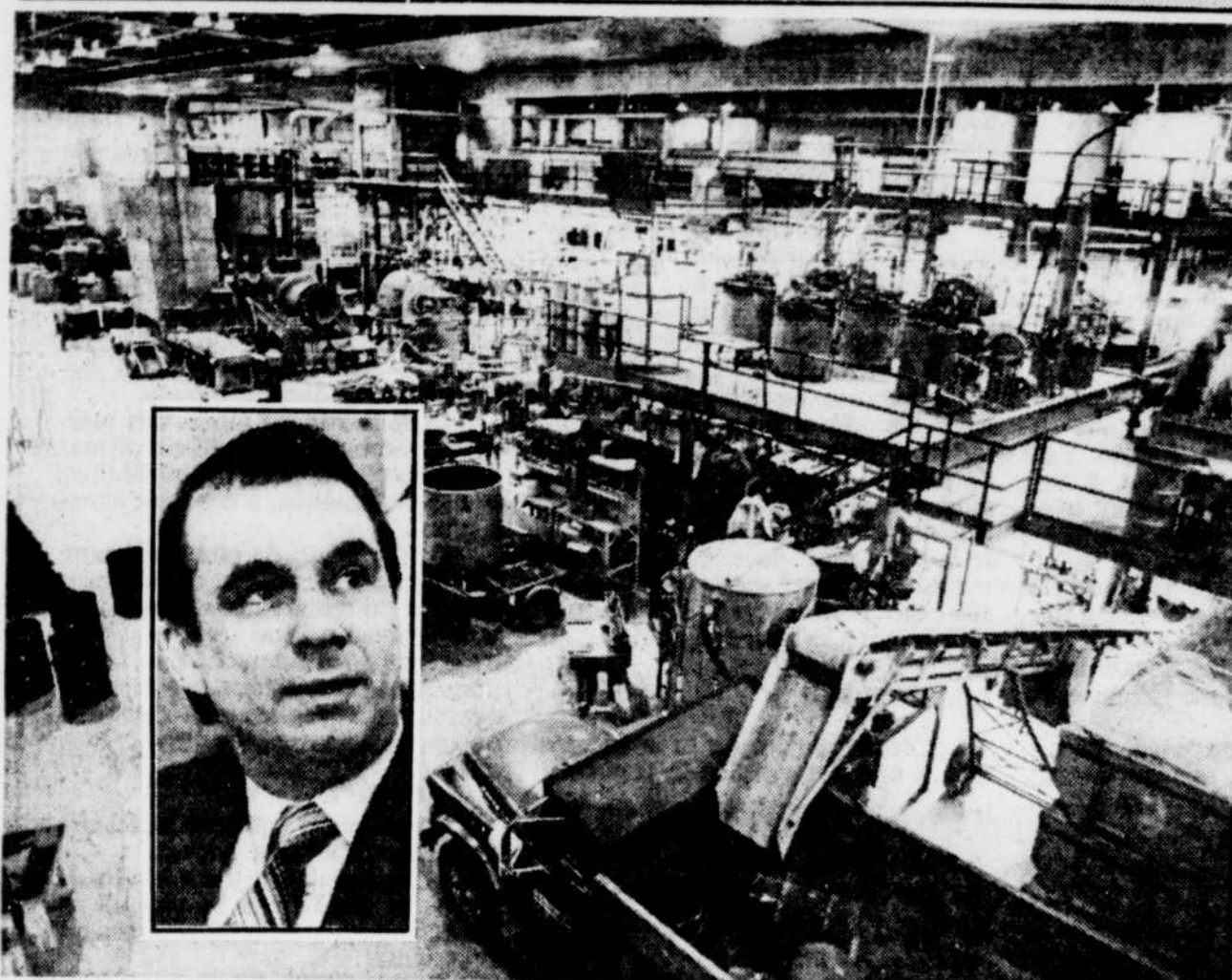
La recherche dans les réseaux universitaires est limitée et sans grande concertation. Le gouvernement fédéral ne verse au Québec que 10 pour 100 des subventions versées ailleurs en recherches minérales.

On peut mentionner les activités de recherche en mécanique des roches à l'école polytechnique de Montréal, l'application des techniques informatiques au traitement des minerais à l'université Laval, une association de l'université McGill et de l'école polytechnique en exploration minière, les activités de l'université de Sherbrooke dans l'industrie.

L'Institut de recherche d'Hydro-Québec est préoccupé par le comportement des nombreux alliages utilisés dans le transport et la

distribution de l'électricité et fait de la recherche en métallurgie appliquée au secteur de la science des matériaux. La Société nationale de l'amiante travaille à la création de nouveaux produits et l'Institut de recherche et de développement de l'amiante vise à démontrer scientifiquement que l'usage des produits de l'amiante est sûr et tend à mettre au point des matériaux nouveaux (amiante et plastique) à base d'amiante. L'Institut de génie des matériaux (fédéral) de Longueuil améliore les procédés de fabrication existants et évalue la performance en service des matériaux produits. Le Centre canadien de la technologie des minéraux et de l'énergie (fédéral) n'a pas de laboratoire au Québec et a consacré peu d'efforts pour solutionner les problèmes québécois.

À Québec, le gros des activités de recherche du Centre de recherches minérales du Québec se situe au niveau de la mise au point, à l'échelle du laboratoire et en usine pilote, de procédés pour le traitement des minerais et la transformation des concentrés. Ses chercheurs sont situés au complexe scientifique de Sainte-Foy et à l'usine de Saint-Malo.



Selon le directeur général Marc Denis Evrell du Centre de recherches minérales du Québec, dont l'usine pilote est située à Saint-Malo, à Québec, "Le centre de recherches minérales entend devenir plus visible et jouer un rôle très actif dans le développement industriel du secteur minier et métallurgique".

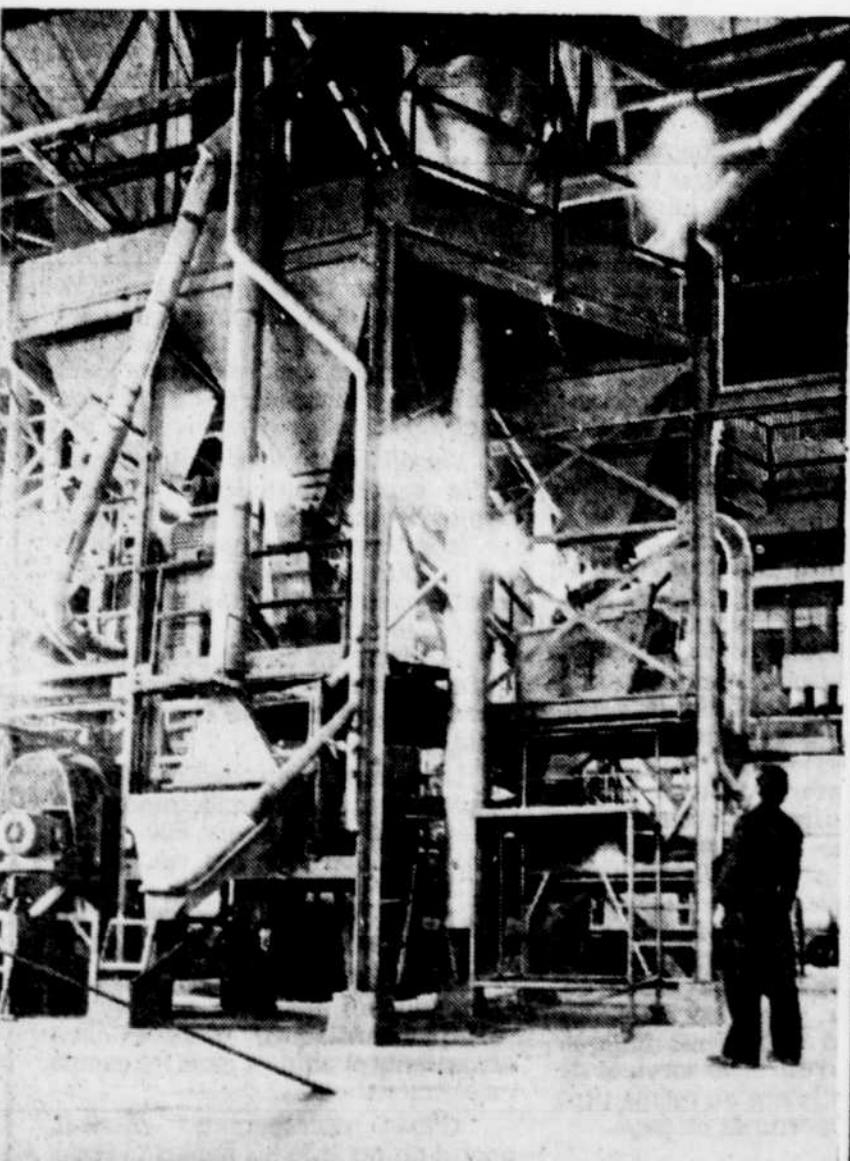
Des idées "électrisantes" pour la recherche minérale

Les chercheurs du secteur minéral sont pleins d'idées et de projets et plusieurs pensent à l'utilisation de l'électricité. Par exemple, on pourrait faire des recherches sur les procédés d'extraction nouveaux utilisant l'électricité; trouver de nouvelles méthodes de réduction de l'aluminium; développer une métallurgie extractive fondée sur les fours à plasma; produire des aciers spécialisés de haute qualité; résoudre des problèmes de recyclage des matériaux.

On pourrait, par exemple, prendre une usine témoin de traitement des minerais et l'automatiser le plus possible dans les conditions du Québec. Il faut continuer à améliorer le traitement intégral des minerais d'amiante et évaluer les possibilités offertes pour la pré-concentration des minerais par des techniques de tri et de gravimétrie.

Il faut: développer l'utilisation de microsondes automatisées pour l'analyse de la composition des éléments minéraux; faire usage d'analyseurs d'images (télévision + ordinateur) pour quantifier les substances minérales; utiliser le microscope électronique à balayage; développer et appliquer des instruments et des logiciels spécifiques; avoir une banque de données géologiques; avoir une planification informatisée de la production; en arriver à la répartition automatique des unités de maintenance; développer la médecine et la santé dans les mines.

Et pourquoi pas produire des engrais à base de phosphate? Développer de l'équipement pour les métaux précieux et faire le contrôle et la récupération du soufre et développer ainsi un nouveau matériau de revêtement des routes?



Grâce à cet équipement, on peut faire l'évaluation du minéral d'amiante à l'usine pilote du Centre de recherches minérales du Québec, dans le parc industriel Saint-Malo, à Québec.

Nos régimes d'épargne-retraite offriront toujours PLUS.

Heures d'ouverture spéciales
24 février
au 1^{er} mars:
jeudi au mardi
9h à 21h
samedi 9h à 17h
Date limite
1^{er} mars

Les RÉR
du Trust Général
12%^(3 ans) 10^{3/8%}^(1 an)

Épargne-retraite

• Dépôts garantis • Intérêt annuel • Minimum 500 \$ • Taux sujets à confirmation

- Taux d'intérêt élevés
- Conseillers hautement qualifiés
- Aucuns frais d'administration • Aucuns frais de transfert

Vous avez déjà un RÉR dans une autre institution mais notre rendement supérieur vous intéresse? Nous nous chargerons de le transférer, sans frais. Venez rencontrer l'un de nos conseillers ou téléphonez-nous pour en savoir plus.

Renseignez-vous sur nos régimes d'épargne-retraite autogérés.

Le Trust Général est un gage de rendement et de sécurité.

TRUST GÉNÉRAL

Québec: 1091, chemin Saint-Louis, 688-0630
Lévis: 300, Côte du Passage, 833-4450

Institution inscrite à la Régie de l'assurance-dépôts du Québec

ÉCONOMIE

Rencontre entre Trudeau et Lougheed

Pétrole canadien au prix mondial: un sujet inévitable

EDMONTON (PC) — La question de savoir si l'on doit laisser les prix du pétrole canadien grimper au niveau mondial n'est pas officiellement inscrite à l'ordre du jour de la rencontre entre le premier ministre Trudeau et son homologue albertain, M. Peter Lougheed, à Ottawa, lundi.

Il n'est pas impossible, toutefois, que la question s'impose d'elle-même. Il se peut même que le sujet ait été abordé par les fonctionnaires. Mais qui prendra l'initiative de soulever le problème?

La prochaine majoration de \$4 le baril prévue pour le 1er juillet ne pourra être mise en application en vertu de l'accord énergétique tel que conçu. L'accord limite le prix du brut conventionnel à 75 pour 100 du prix mondial et le prix canadien de \$29.75 le baril se heurte déjà à ce plafond.

Mais le ministre albertain de l'Énergie, John Zaozimy, est demeuré muet quand a débuté récemment la récente ronde de baisse des prix sur le marché international déclenchée par la Grande-Bretagne et le Nigeria.

pétrole pourrait affecter l'industrie de la construction et les travaux d'exploration de pétrole et de gaz de la province.

Ces deux secteurs sont responsables du taux de croissance économique spectaculaire de plus

de 7 pour 100 par année tout au cours des années '70.

Il y a tout lieu de croire que l'Alberta pourrait laisser le gouvernement fédéral exposer les raisons pour vendre le pétrole brut canadien aux prix mondiaux.

Les constructeurs de routes "joueront" la carte internationale

par Andrée ROY

Les membres de l'Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec (ACRGQ) espèrent entendre qu'Ottawa deviendrait vraiment leur deuxième "gros donneur d'ouvrage" après le gouvernement provincial. C'est un tout autre message que leur a livré le ministre d'État du Revenu, et député de Charlesbourg à Ottawa, M. Pierre Bussières, hier midi, quelques heures avant le terme du 39e congrès annuel de l'ACRGQ tenu à Québec.

Déplorant que la part de soumissions canadiennes pour des contrats à l'étranger n'ait représenté, au cours des cinq dernières années, qu'environ 1,3 et 2,3 pour 100, le ministre Bussières a souligné à plusieurs reprises, au cours de sa longue allocution devant environ 400 membres de l'ACRGQ et leurs épouses, que c'est vers les marchés extérieurs que ces entrepreneurs devront dorénavant rechercher cette relance économique qui leur fait défaut actuellement.

M. Bussières s'est bien gardé de promettre à son auditoire qu'Ottawa allait être leur "créateur d'emplois". Il a plutôt affirmé qu'en aucun temps, quelle que soit l'aide consentie par le fédéral à l'ACRGQ, "nous n'avons pas l'intention de contribuer à une relance de la spirale inflationniste connue dernièrement". Ottawa, selon le ministre Bussières, est cependant disposée à encourager l'entreprise privée à percer sur les marchés internationaux.

A ce sujet, le ministre fédéral du Revenu estime que les entrepreneurs canadiens connaissent peu ou pas les programmes mis de l'avant

par l'ex-ministère de l'Industrie et du Commerce, et actuellement poursuivis et améliorés, dit-il, par le ministère d'État au Commerce international. A ceux-là s'ajoutent les programmes créés par le ministère des Affaires extérieures, de poursuivre le député de Charlesbourg: Programme de développement des marchés d'exportation (PDME); Programme de projets promotionnels (PPP); délégations commerciales dans 67 pays différents; Société pour l'expansion des exportations (SEE); et l'Agence canadienne de développement international (ACDI), d'énumérer M. Bussières.

Prêts à essayer

Tout en admettant que l'ACRGQ, dont il est devenu le nouveau président hier après-midi, aurait souhaité entendre le message du "donneur d'ouvrage", Denis Roy, de Victoriaville, a rétorqué au conférencier que si c'était la seule carte qu'Ottawa leur offrait, l'association allait sûrement l'essayer dans un proche avenir.

La plupart de nos 450 membres ne sont pas des Janin, des Transélec ou autres grosses firmes qui peuvent risquer des centaines de milliers de dollars dans l'aventure internationale, a d'abord souligné le président de l'ACRGQ.

"Mais s'il y a possibilité de changer des choses, de modifier des structures et des situations pour qu'elles nous soient adaptables, nous allons accepter l'invitation d'Ottawa et coopérer dans les programmes qu'ils ont créés", de commenter Denis Roy.

Ce dernier ajoute que l'association n'a plus le choix pour très longtemps, que le marasme économique n'a que trop duré. Le mot d'ordre du congrès était d'ailleurs à l'évolution, au changement, au regroupement pour tenter des formules nouvelles.

Revenus de \$700 millions?

L'Alberta ne demanderait pas mieux que de hausser le prix de son pétrole au niveau mondial, ce qui serait très salubre pour ses propres revenus. Les fonctionnaires albertains ne sont toutefois pas pressés de divulguer quelle différence cela constituerait. Des calculs provenant d'un certain nombre d'analystes financiers font état de revenus supplémentaires de quelque \$700 millions annuellement.

Cela n'est pas sans une grande signification pour une province aux prises avec un déficit budgétaire de \$2,4 milliards pour l'exercice financier 1982-83 et les possibilités d'un autre déficit pour le prochain exercice financier.

En raison des compressions budgétaires, le ministre albertain des Institutions hospitalières, M. Dave Russell, a récemment fait savoir qu'il envisage la possibilité de retarder ou même d'abandonner la construction de quatre nouveaux hôpitaux de 500 lits chacun à Edmonton et à Calgary.

A part les effets directs sur les revenus provenant du pétrole et du gaz albertain — qui représentent encore près de la moitié des revenus de la province — il y a la question de savoir dans quelle mesure la baisse des prix mondiaux du

L'Etat doit être "flexible" vis-à-vis les Sodeq (R. Biron)

Le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme, M. Rodrigue Biron, trouve normal dans le contexte économique actuel que le gouvernement se montre "flexible" vis-à-vis les Sodeq qui passent outre aux règlements qui limitent leur participation dans les entreprises.

C'est ce qu'a expliqué le ministre cette semaine lors d'une conférence de presse, à ses bureaux.

On se souvient que depuis plusieurs mois de nombreuses sociétés pour le développement de l'entreprise québécoise ont choisi où ont été forcées par les circonstances d'assumer la direction de petites compagnies dans lesquelles elles ne sont autorisées à souscrire qu'un maximum de \$250,000 et dont elles ne peuvent contrôler plus de 40 pour 100 des actions votantes, selon les règlements adoptés par le Québec, en 1978.

Interrogé à ce sujet, le ministre a expliqué

que le gouvernement continuera de se montrer flexible sur ce point compte tenu du contexte économique difficile et des difficultés qu'ont toutes les Sodeq à recueillir de nouveaux capitaux.

CONTESTATION D'EVALUATION MUNICIPALE
SERVITECH INC.
3360, La Pérade, Ste-Foy
Tél.: 653-1850

DIRECTEMENT DU PROPRIÉTAIRE
SAINT-FOY Bois de Boulogne rue La Promenade
proximité du fleuve magnifique résidence 10 pièces
dont 4 chambres 3 salles de bains grand hall patio
garage terrain boisé 17 000 pieds carrés
167 500\$
Informations après 14 heures sur semaine:
659-3615

XEROX CANADA INC.
Nominations



Normand Verville

Réjean Leblanc

XEROX CANADA INC. a le plaisir d'annoncer les nominations de Normand Verville et de Réjean Leblanc au sein du Club de l'Excellence Xerox. Ceci, en reconnaissance des efforts exceptionnels accomplis par ces personnes dans le secteur du Service à la Clientèle. (ANN.)

LE REER SANS FRAIS

- Un régime enregistré d'épargne-retraite n'entraînant absolument aucun frais.
- Renseignez-vous sur la possibilité de transférer votre présent REER à notre régime.
- Option Épargne à 8 1/4% avec intérêts crédités semi-annuellement. Taux passible d'une révision trimestrielle.
- Ecrivez, téléphonez (à frais virés) ou passez à notre succursale pour obtenir une brochure de 16 pages et un nécessaire REER.

OPHTALMOLOGISTE



Le Dr. Gilles Lalonde, certifié du Collège Royal du Canada, de la Corporation Professionnelle des médecins du Québec, de l'American Board of Ophthalmology, est heureux d'annoncer l'ouverture de son bureau avec le Dr. Guy Lachance au

1678, 1re Avenue, Québec
Tél.: 525-9646

Le Dr. Gilles Lalonde pratique également à l'Hôtel-Dieu de Québec. Il s'intéresse aux soins médicaux et chirurgicaux de l'œil (cataracte, strabisme, glaucome) et aux lentilles cornéennes.

ÉPARGNE-RETRAITE LA GAMME

Supérieure
UNE NOTE DE PLUS:
l'attention toute personnelle que vous accordent toujours nos conseillers financiers.

Intérêt annuel **12 1/4%**
sur dépôts garantis 5 ans
SANS FRAIS

FIDUCIE PRÊT ET REVENU

850, Place d'Youville, Tél. 692-1221
Galerie de la Capitale, Tél. 626-1221
Heures d'ouverture: jeudi et vendredi 24 et 25 février jusqu'à 21h, samedi 26 février de 10h à 17h, lundi 28 février et mardi 1er mars jusqu'à 21h.
Inscription inscrite à la Régie de l'assurance-dépôts du Québec. Membre de la Société d'assurance-dépôts du Canada.

11 1/2% | 12 1/2%
31 MOIS | 5 ANS
■ ANNUELLEMENT ■ GARANTI ■ AUTRES TERMES OFFERTS

Québec - Heures d'affaires prolongées
Samedi 26 février - 9:00-17:00
■ Québec: 1135, chemin Saint-Louis (418) 681-0277
Montréal: (514) 282-1880 ■ Ottawa: (613) 238-8084



La Caisse populaire de Sainte-Claire. Sa participation à Relance-construction vaut \$500 à qui mettra en chantier une maison neuve en 1983.

Sainte-Claire: un village qui a pris en main sa relance domiciliaire

par Denis ANGERS

Sainte-Claire de Dorchester. Une municipalité de 2,875 âmes, sise à une soixantaine de kilomètres au sud-est de Québec. Une petite ville comme bien d'autres où la structure économique s'appuie sur trois entreprises: les autobus Prévost, la Coopérative laitière du sud de Québec et les Industries Micron.

Ici aussi, la récession a fait des siennes. Le gros employeur local, Prévost, a ainsi ramené sa production d'autobus de sept véhicules à trois par semaine. Et la construction domiciliaire, jadis prospère, a brusquement ralenti.

C'est justement pour relancer ce développement résidentiel que la Chambre de commerce de Sainte-Claire, de concert avec l'ensemble des agents économiques du cru, a mis sur pied un programme incitatif original: Relance-construction! En fait, pour le président André Morin, il s'agit là d'une corvée au sens traditionnel, "beauceron" du terme.

Cette corvée de Sainte-Claire, pas moins de 51 commerçants, professionnels et représentants d'organismes s'y sont associés, chacun offrant des rabais de tout acabit à ceux qui achèteront un terrain, qui mettront en chantier une maison neuve ou qui acquerront une maison déjà construite à Sainte-Claire. Et ce, d'ici la fin de 1983.

Au total, estime M. Morin, cette "Relance-construction" peut si-

gnifier des épargnes et des services à rabais d'une valeur de \$3,555 pour la personne qui s'installera dans la municipalité cette année. Et qui, pour ce faire, optera pour un terrain desservi par l'aqueduc local sur lequel elle fera bâtir sa maison.

Par ailleurs, le simple achat d'un terrain pourra valoir des ristournes de \$175 alors que, dans le cas d'une maison déjà construite mais actuellement inoccupée, le nouveau propriétaire pourra épargner entre \$1,080 et \$1,360.

Esprit communautaire

Tel qu'organisé par la Chambre de commerce, le programme vise essentiellement à densifier le tissu urbain de Sainte-Claire. D'expliquer M. Morin, "notre objectif est simple: nous voulons inciter de nouveaux ménages à venir s'installer chez nous, à occuper des terrains actuellement vacants, à y construire leur maison". Ce faisant, comme le notait le maire Nelson Bilodeau, il sera possible "de réduire les dépenses" dans le secteur actuellement desservi par le réseau d'aqueduc et d'égoût tout en "stabilisant le coût des taxes".

Car, somme toute, davantage de contribuables ça équivaut à une répartition des dépenses de la municipalité entre des comptes de taxes plus nombreux. C'est d'ailleurs cette approche collective qui a incité la presque totalité des gens d'affaires du coin à mettre l'épaule à la

roue. Et à offrir aux nouveaux venus des avantages pécuniaires parfois fort originaux.

Car, si l'on retrouve évidemment dans Relance-construction les détails de matériaux de construction et de quincaillerie de Sainte-Claire, bijoutiers, marchands de vêtements, coiffeurs ont aussi emboîté le pas. Ainsi, Diane Chabot Coiffure offre un escompte de 10 pour 100 sur l'achat de produits pour l'entretien des cheveux...

Fauchon Sport y va d'un rabais de 7 pour 100 sur ses équipements neufs... Jos Morin Enr. offre une ristourne de 2 pour 100 sur les meubles et appareils électriques... Et ainsi de suite de manière à inclure au programme tous les gens d'affaires de l'endroit.

Cet effort collectif risque toutefois d'être gâté par un détail que les responsables de Relance-construction osent à peine mentionner. S'il a fallu impliquer toute la ville pour mousser la vente de terrains et la construction de maison, c'est, admettent-ils à mi-mots, que lesdits terrains sont rocaillieux! C'est là un inconvénient que la participation de chacun permettra, espère M. Morin, de rendre négligeable.



L'ASSUREUR - VIE AGRÉÉ
AVA (CLU)
votre conseiller en assurance

Il est informé de tout changement législatif ou fiscal.
Demandez-lui si votre planification successorale a été ajustée aux dernières modifications.

Vous y gagnerez!

12 1/2%
Terme de cinq ans

LE REER PORTEFEUILLE OPTION DÉPÔT À TERME À INTÉRÊTS ANNUELS

- Taux comparatifs garantis pour la durée du terme, soit de 1 à 5 ans.
- Dépôt initial: 500\$.
- Intérêts réinvestis annuellement dans une ou plusieurs des autres options de placement: Capital et intérêts garantis.
- Aucuns honoraires.

Le REER Portefeuille est pratique et très souple: c'est un seul Régime enregistré d'épargne-retraite en un seul endroit qui vous offre sept options de placement. Vous ne recevrez qu'un seul relevé de compte et un seul reçu aux fins de l'impôt. De plus, vous n'aurez qu'un formulaire à remplir pour faire le virement d'une option de placement à une autre. L'option Dépôt à terme à intérêts annuels n'est qu'une des sept options offertes.

Pour plus de renseignements sur l'option Dépôt à terme à intérêts annuels ou sur les six autres options offertes, rendez-vous au Centre du REER Portefeuille au bureau du Trust Royal le plus près de chez vous.

Trust Royal

- 1122, chemin St-Louis 681-7241
- Place Laurier 658-1013
- 1874, d'Estimauville 687-7318
- Rimouski 722-4434
- Jongué 548-3108

*Sous réserve de confirmation.

du nouveau à Québec

MICRO-ORDINATEUR 48K

GRAPHIQUES COULEUR HAUTE RESOLUTION



Prix imbattable

système T.D.C.

3575, boul. Hamel ouest
872-4720

Crédit Foncier
FIDUCIE CRÉDIT FONCIER

MEMBRE SOCIÉTÉ D'ASSURANCE-DEPÔTS DU CANADA

Mercure de l'entreprise de l'année à Bombardie

sionnaires d'automobiles nord-
ricaines. Les mises à pied e

Le NPD-Lévis déplore donc l'absence d'une politique canadienne de l'automobile, "chose que l'on a malheureusement toujours laissée entre les mains des Américains". Cette même association de néo-démocrates a fait aussi une suggestion pour que Lévis redevienne un important centre de ventes d'automobiles.

L'association invite la Chambre de commerce de Lévis à créer une commission qui aurait pour mandat d'étudier les problèmes et de faire en sorte que Lévis reprenne sa place comme carrefour de l'automobiliste.

La commission, selon le NPD-Lévis, devrait être formée de représentants des gouvernements municipal, provincial et fédéral ainsi que des représentants du Conseil économique Lévis-Lauzon, des concessionnaires et des travailleurs syndiqués.

sélectionnés parmi les 700 entreprises qui avait déposé leur candidature depuis des mois, puis triés sur le volet parmi les 82 finalistes.

Le jury, composé d'une dizaine d'intervenants du monde universitaire, du secteur privé et du journalisme, ont finalement élu cinq représentants de la grande entreprise et 12 de la petite et moyenne entreprise.

Récipiendaires

Voici la liste des 16 récipiendaires (17, dont celle de l'entreprise de l'année):

— Mercure de la production primaire: Fafard et frères, de Saint-Bonaventure, dans le comté de Yamaska, fabricant de produits agricoles;

— Mercure de l'exportation: SOFATI, de Montréal, transporteur maritime par conte-

— Mercure de la nouvelle entreprise: Les freins Absco, de Québec, fabricant d'étriers, de freins et de câbles.

— Mercure de la qualité de vie en entreprise: Cascades, de Kingsey Falls, usine de papier, emballage et matériaux de construction;

- Mercure de l'emploi: Shermag, de Lennoxville, fabricant de meubles;
- Mercure de l'entreprise tertiaire: Logidec, de Montréal, services d'informatique;

— Mercure du marketing (petite et moyenne entreprise): Monitrik, de Boisbriand, fabricant de panneaux de contrôle;

— Mercure du marketing (grande entreprise): Franchise

Plus, de Montréal, distributeur de denrées alimentaires;

— Mercure du produit du Québec: Pratt and Whitney, de Longueuil, distributeur de produits de consommation.

— Mercure de la fabrication: Prooptic, de Montréal, fabricant de lentilles et instruments optiques.

BOURSIER

l'argent
TORONTO
Handy and

TORONTO (PC) — Handy and Harman cotait l'argent-métal

Domtar	27169	\$23	22½	23	+ ¼
Domtar pr	300	\$9½	9¼	9½	+ ½
Dorset a	30000	40	40	40	
Dover ind	100	\$17	17	17	— ¼

Dr McCauley	795	37	7	7	-	-
Dr M. Peter	6187	77	43	43	23	-
Dunne	2700	80	7	7	-	-
Dr Port	400	621	214	214	-	-
Duvel	127	237	274	274	-	-
Dynam	716	628	271	28	-	+
Dynam	2009	195	180	185	-	-
Dyn	200	217	20	20	-	-
E. L. Fin	200	127	120	120	-	-
Eggle	1800	425	425	425	-	-
East Soil	1800	485	485	485	-	-
East Soil	300	1040	3234	234	234	-
East Soil	500	545	545	545	-	-
Echo 197	5000	56	56	56	-	-
Echo 1988	4100	554	514	514	-	-
Econ	1750	504	504	504	-	-
Econ	1101	923	23	23	-	-
Econ	500	500	500	500	-	-
Eilchom X	500	501	84	84	-	-
Eilchom Y	4560	502	774	8	-	-

Electrom p	250	\$49 1/2	48 1/2	48 1/2	
Emco	300	\$13 1/4	13 1/4	13 1/4	— 1/4
Empire A f	4400	\$13	12 1/4	13	+ 1/4
Energy R a	3350	127	135	135	+ 3
Epifek	33100	223	215	220	+ 1
Equity Svr	8885	\$43 1/2	38	40	+ 1/4
Extn'd	400	\$12	11 1/2	12	+ 1/2

[illegible]

425	GL Nickel 17000	55	55	
426	GL Forest	8255	755	755
427	GL Forest	8255	755	755
428	GL Forest	8255	755	755
429	GL Forest	8255	755	755
430	GL Forest	8255	755	755
431	GL Forest	8255	755	755
432	GL Forest	8255	755	755
433	GL Forest	8255	755	755
434	GL Forest	8255	755	755
435	GL Forest	8255	755	755
436	GL Forest	8255	755	755
437	GL Forest	8255	755	755
438	GL Forest	8255	755	755
439	GL Forest	8255	755	755
440	GL Forest	8255	755	755
441	GL Forest	8255	755	755
442	GL Forest	8255	755	755
443	GL Forest	8255	755	755
444	GL Forest	8255	755	755
445	GL Forest	8255	755	755
446	GL Forest	8255	755	755
447	GL Forest	8255	755	755
448	GL Forest	8255	755	755
449	GL Forest	8255	755	755
450	GL Forest	8255	755	755
451	GL Forest	8255	755	755
452	GL Forest	8255	755	755
453	GL Forest	8255	755	755
454	GL Forest	8255	755	755
455	GL Forest	8255	755	755
456	GL Forest	8255	755	755
457	GL Forest	8255	755	755
458	GL Forest	8255	755	755
459	GL Forest	8255	755	755
460	GL Forest	8255	755	755
461	GL Forest	8255	755	755
462	GL Forest	8255	755	755
463	GL Forest	8255	755	755
464	GL Forest	8255	755	755
465	GL Forest	8255	755	755
466	GL Forest	8255	755	755
467	GL Forest	8255	755	755
468	GL Forest	8255	755	755
469	GL Forest	8255	755	755
470	GL Forest	8255	755	755
471	GL Forest	8255	755	755
472	GL Forest	8255	755	755
473	GL Forest	8255	755	755
474	GL Forest	8255	755	755
475	GL Forest	8255	755	755
476	GL Forest	8255	755	755
477	GL Forest	8255	755	755
478	GL Forest	8255	755	755
479	GL Forest	8255	755	755
480	GL Forest	8255	755	755
481	GL Forest	8255	755	755
482	GL Forest	8255	755	755
483	GL Forest	8255	755	755
484	GL Forest	8255	755	755
485	GL Forest	8255	755	755
486	GL Forest	8255	755	755
487	GL Forest	8255	755	755
488	GL Forest	8255	755	755
489	GL Forest	8255	755	755
490	GL Forest	8255	755	755
491	GL Forest	8255	755	755
492	GL Forest	8255	755	755
493	GL Forest	8255	755	755
494	GL Forest	8255	755	755
495	GL Forest	8255	755	755
496	GL Forest	8255	755	755
497	GL Forest	8255	755	755
498	GL Forest	8255	755	755
499	GL Forest	8255	755	755
500	GL Forest	8255	755	755

[illegible]

40	45	-2
24 1/2	25 1/2	+ 1/4
24 1/8	24 1/8	
24 1/4	24 1/4	
9 1/4	9 1/4	- 1/8
11 1/4	11 1/4	- 1/8
11 1/2	12 1/2	- 1/8
8	8	
9 1/8	9 1/8	- 1/8
27 1/2	27 1/2	- 1/8
10 1/2	10 1/2	- 1/8
150	150	- 20
36	36	- 1/8
36 1/2	36 1/2	- 1/8
45 1/2	45 1/2	- 1/8
400	400	- 25
380	385	+ 10
10 1/8	10 1/8	- 1/8
10 1/4	10 1/4	- 1/8
10 1/2	10 1/2	- 1/8
5 1/2	5 1/2	- 1/8
17 1/2	17 1/2	- 1/8
5	5	- 1/8
43 1/2	43 1/2	- 1/8
12	12	- 1/8
31 1/2	31 1/2	- 1/8
20	20	- 1/8

British Columbia Telephone: \$1.29 l'action priv. de 5.15 p.c.; payable le 15 avril; inscrites le 25 mars.

Ethyl Corp.: 60 cents US l'action priv. A; payable le 1er avril; inscription le 14 mars.

Magna International Inc.: 6 cents les actions de classe A et B; payable le 1er juin; inscription le 16 mai.

Noranda Mines Ltd.: 12.5 cents l'action ou l'équivalent en actions; payable le 31 mars; inscription le 11 mars.

Rio Algom Ltd.: \$1.45 l'action priv. de 5.80 p.c.; payable le 1er avril; inscription le 11 mars.

U Com	15700	425	410	- 5
Un Rent	950	520 1/2	23 1/2	24 1/2 - 1 1/2
U Keno	950	30	26	- 4
U S Steel	100	56 1/2	6 1/2	6 1/2 - 1 1/2
V S Serv	500	114 1/4	14 1/4	14 1/4
Van Der	400	225	210	220 - 20

[illegible][illegible][illegible]

chuté de	Nord 7-25	500	714	14	14	14	14	14	14
me à \$11	North 2	500	714	23	23	23	23	23	23
ui a été le	North 2	500	714	23	23	23	23	23	23
chez les	Normick	254	56	6	6	6	6	6	6
lines, de	Novell	357	371	101	101	101	101	101	101
ement de	Novell	132	18	8	8	8	8	8	8
pu activ	Nuwest	2800	45	45	45	45	45	45	45
née: Lige	Osco	10	824	24	24	24	24	24	24
utiles A,	Osco	10	824	24	24	24	24	24	24
ntre 192	Powr Cr	9200	514	14	14	14	14	14	14
et 42 pour	Prmr Gr	254	415	415	415	415	415	415	415
très	Que Tel	291	52	22	22	22	22	22	22
de Banque	Rio Algom	500	445	42	42	42	42	42	42
ale de la	Rio Algom	500	445	42	42	42	42	42	42
Kiena a	Roland B	225	83	8	8	8	8	8	8
ors, on a	Rothman	120	344	44	44	44	44	44	44
urces, ac	Trico A	3400	53	23	23	23	23	23	23
ement de	TDCom	254	56	6	6	6	6	6	6
4 cents à	Seaprice	245	53	5	5	5	5	5	5
de Banque	Seaprice	245	53	5	5	5	5	5	5
ale de la	Seaprice	245	53	5	5	5	5	5	5
Kiena a	Seaprice	245	53	5	5	5	5	5	5
ors, on a	Seaprice	245	53	5	5	5	5	5	5
urces, ac	Seaprice	245	53	5	5	5	5	5	5
ement de	Seaprice	245	53	5	5	5	5	5	5
4 cents à	Seaprice	245	53	5	5	5	5	5	5
de Banque	Seaprice	245	53	5	5	5	5	5	5
ale de la	Seaprice	245	53	5	5	5	5	5	5
Kiena a	Seaprice	245	53	5	5	5	5	5	5
ors, on a	Seaprice	245	53	5	5	5	5	5	5
urces, ac	Seaprice	245	53	5	5	5	5	5	5
ement de	Seaprice	245	53	5	5	5	5	5	5
4 cents à	Seaprice	245	53	5	5	5	5	5	5
de Banque	Seaprice	245	53	5	5	5	5	5	5
ale de la	Seaprice	245	53	5	5	5	5	5	5
Kiena a	Seaprice	245	53	5	5	5	5	5	5
ors, on a	Seaprice	245	53	5	5	5	5	5	5
urces, ac	Seaprice	245	53	5	5	5	5	5	5
ement de	Seaprice	245	53	5	5	5	5	5	5
4 cents à	Seaprice	245	53	5	5	5	5	5	5
de Banque	Seaprice	245	53	5	5	5	5	5	5
ale de la	Seaprice	245	53	5	5	5	5	5	5
Kiena a	Seaprice	245	53	5	5	5	5	5	5
ors, on a	Seaprice	245	53	5	5	5	5	5	5
urces, ac	Seaprice	245	53	5	5	5	5	5	5
ement de	Seaprice	245	53	5	5	5	5	5	5
4 cents à	Seaprice	245	53	5	5	5	5	5	5
de Banque	Seaprice	245	53	5	5	5	5	5	5
ale de la	Seaprice	245	53	5	5	5	5	5	5
Kiena a	Seaprice	245	53	5	5	5	5	5	5
ors, on a	Seaprice	245	53	5	5	5	5	5	5
urces, ac	Seaprice	245	53	5	5	5	5	5	5
ement de	Seaprice	245	53	5	5	5	5	5	5
4 cents à	Seaprice	245	53	5	5	5	5	5	5
de Banque	Seaprice	245	53	5					

[illegible]

Ltd.
ancier
31 déc.
millions
ction; au
83 mil-
l'action
s 1982;
au re-
millions

terminé le 31 janv.
1983: \$8.15 millions
soit 40 cents l'action;
au regard de \$4.17 mil-
lions ou 21 cents l'ac-
tion en 1981. Revenus
1983: \$128.28 millions;
au regard de \$120.96
millions en 1982.



LE DOLLAR

\$ 81.55
+ 7/50

De-
a: neuf
le 31
364 ou
on; au
erte de
1. Re-
25 mil-
de
1981.

Grey
mestre

L'EDITEUR NE PEUT FOURNIR UNE MEILLEURE IMPRESSION

Profil d'entreprise

CGE laissera sa marque à la baie James

par Marc LESTAGE

La mise en service des premiers groupes électrogènes aura lieu dans environ un an à LG-4 et plus de la moitié des barres blindées permettant de relier ces génératrices au réseau de distribution ont déjà été produites à l'usine de la compagnie Canadienne générale électrique du parc industriel de Saint-Augustin.

Il s'agit d'un contrat de \$7 millions en dollars constants de 1980 accordé depuis deux ans par la SEBJ et Hydro-Québec.

Au total, il faudra neuf jeux de barres triples pour relier les immenses alternateurs actionnés par des turbines et les transformateurs à partir desquels le courant est stabilisé et dirigé vers les lignes de transmissions.

Les barres blindées sont en fait d'immenses manchons de 15 mètres de long et pesant 18 ton-

nes constitués d'un conducteur très puissant enrobé d'une gaine protectrice refroidie à l'air.

Les barres blindées sont constituées en tronçons triples afin de recevoir le courant triphasé à la sortie des alternateurs. Pour relier LG-4 au réseau de distribution d'Hydro-Québec il faudra en utiliser de différentes puissances: 15,000 ampères à la sortie des génératrices, 17,000 à l'endroit des raccords et de 30,000 ampères après le jumelage permettant de concentrer le courant produit par les génératrices.

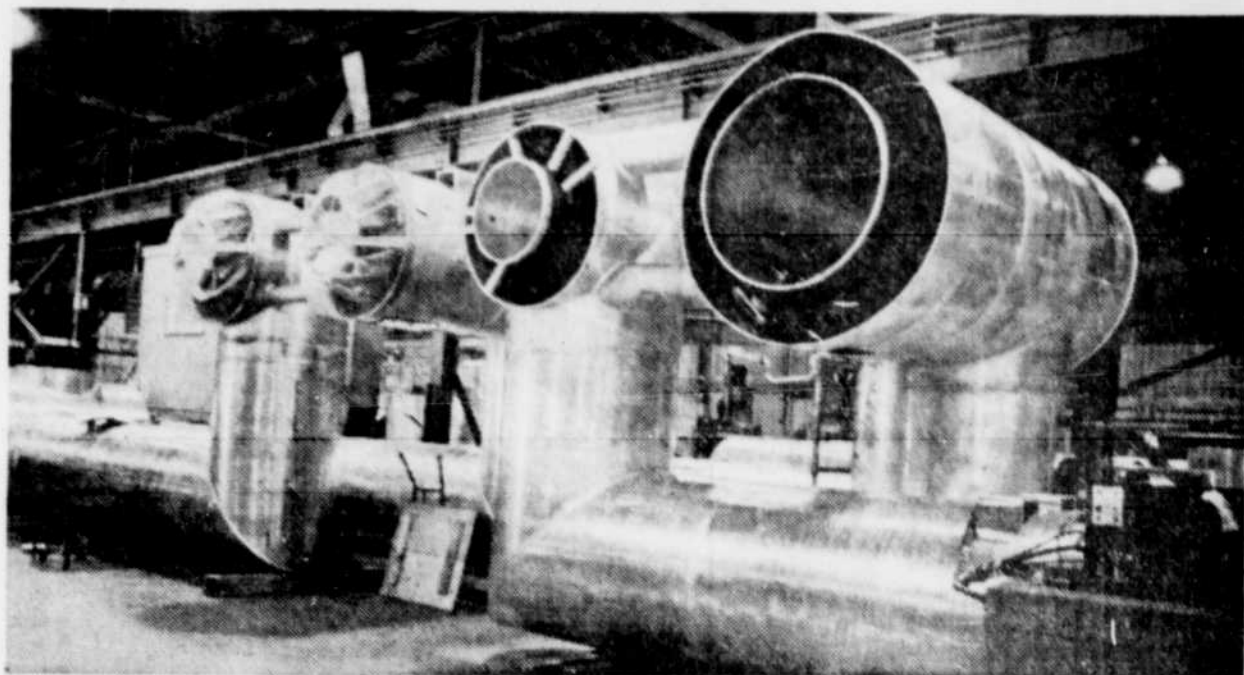
L'Institut de recherche en électricité du Québec, à Val-d'Arennes, vient de se livrer à des expériences concluantes visant à éprouver la capacité des barres construites à Saint-Augustin.

Pour les fins de cette expérience menée par l'ingénieur Rhéaume Veilleux, on a soumis

les barres blindées à un courant de 28,800 ampères durant 15 heures consécutives jusqu'à un point de stabilisation de la température relevée en 152 points de l'ensemble.

L'usine de la Canadienne générale électrique de Saint-Augustin emploie environ 90 personnes et plus de 50 pour 100 du personnel a été mobilisé en permanence par ce contrat important, depuis plus d'un an. Selon M. Jean-Louis Dampousse, directeur de l'ingénierie, on a déjà livré un peu plus de la moitié des neuf ensembles de barres blindées destinées à LG-4. Les autres seront produites au cours des prochains mois.

Tout le matériel lourd est transporté par camion entre Saint-Augustin et le chantier de LG-4, à raison d'un voyage par semaine environ.



La construction des barres blindées pour la SEBJ mobilisera plus de 50 personnes pour encore plusieurs mois à la Compagnie Générale Électrique du parc industriel de Saint-Augustin.

Propos d'économie

De déficit et d'équation budgétaire



denis
angers

Vos impôts. La récente arrivée de vos formulaires de déclaration des revenus vous a sûrement rappelé que c'est en puisant dans vos goussets que l'Etat, tant fédéral que provincial, peut financer son administration.

Cette ponction fiscale se révèle d'ailleurs être d'importance: en moyenne au Canada, en 1982, le taux d'imposition des contribuables atteignait 28 pour 100. C'est-à-dire que pour chaque dollar gagné, le citoyen canadien en retournait

\$0,28 au fisc. Et ce, sans tenir compte de la multitude de taxes indirectes qu'il a bien fallu acquitter sur l'essence, les cigarettes, les achats de biens de toute sorte...

En contrepartie de cette contribution obligatoire, les gouvernements offrent des services nombreux. Des services qui, toutefois, coûtent aujourd'hui plus cher que ce que rapportent taxes et impôts. D'où l'apparition d'un phénomène qui prend chaque année plus d'ampleur: le déficit budgétaire.

Mais qu'est-ce au juste qu'un déficit budgétaire?

En fait, le déficit est l'un des trois éléments de l'équation budgétaire, la formule qui régit la préparation de tout discours annuel du budget, qu'il soit prononcé par le

ministre fédéral Marc Lalonde ou par son homologue québécois Jacques Parizeau. Cette équation, fort simple, se définit comme suit:

Dépenses = Revenus + déficit

Voilà qui n'est pas sorcier. Pour rédiger un budget, il suffit en effet d'inscrire, d'une part, toutes les dépenses que prévoit effectuer le gouvernement au cours d'un exercice financier qui, règle générale, couvre la période du 1er avril au 31 mars. D'autre part, il convient d'équilibrer ces déboursés par des recettes de niveau équivalent. Des recettes qui proviennent de deux sources: les taxes et impôts (connus sous le nom de revenus) et les emprunts sur le marché de l'argent (appelés déficits).

Le cas canadien

Pour voir comment fonctionne cette équation budgétaire, prenons un exemple tout récent: les prévisions de dépenses que déposait cette semaine le président du Conseil du trésor canadien, M. Herb Gray.

On y lit que, pour l'exercice financier 1983-1984, le gouvernement fédéral dépensera \$89,5 milliards pour acquitter la facture de l'ensemble de ses services à la population. En hausse de 9,5 pour 100 sur les dernières données disponibles, ces prévisions font état d'accroissements des dépenses substantiels, notamment aux chapitres des affaires sociales (+\$3,6 milliards, à \$36 milliards) et du service de la dette (+\$1,3 milliard, à \$18,5 milliards).

Voilà pour le premier élément de notre équation. Il en reste maintenant deux: les revenus et le déficit.

Pour ce qui est des revenus,

il est d'ores et déjà assuré qu'ils ne parviendront pas à éponger, seuls, toutes les dépenses gouvernementales. En effet, au cours de toute l'année dernière, le fisc a perçu \$53 milliards au Canada, une somme nettement insuffisante pour financer tous les besoins de la machine fédérale. Et, pour l'année qui vient, l'accroissement des revenus ne devrait pas dépasser les 10 pour 100, à \$59 milliards.

Et encore! Compte tenu de la présence au Canada d'un million et demi de chômeurs qui, il va sans dire, ne paient à peu près pas d'impôt et à cause de la vague de faillites qui a touché plus de 33,000 entreprises et individus en 1982, ce chiffre de \$59 milliards apparaît optimiste. De toute évidence, il faudra donc emprunter l'argent nécessaire à combler la différence entre revenus et dépenses: ce sera notre déficit pour 1983-1984! Un déficit qui, de l'aveu même du ministre des Finances, Marc Lalonde, risque fort de toucher le niveau record des \$30 milliards.

Bien sûr, pour éviter cet énorme déficit, il est toujours possible de relever taxes et impôts. Dans le contexte actuel, ce serait toutefois un geste suicidaire de la part du gouvernement. Car d'éventuelles augmentations de taxes, annoncées au budget d'avril 1983, seraient applicables à la déclaration des revenus qu'il vous faudra compléter avant le 30 avril 1984. Or, avril 1984, c'est un peu plus de quatre ans après l'élection qui a reporté le Parti libéral au pouvoir. On sera alors en pleine période pré-électorale et — l'expérience du ministre conservateur John Crosbie est là pour le prouver — les électeurs n'apprécieront guère les hausses de taxes!

monnaies

MONTREAL (PC) — Voici les taux des devises étrangères tels que fournis par la Banque de Montréal. Les cotes sont en monnaie canadienne.

Ces taux sont qualifiés de minimaux, parce qu'ils fluctuent durant la journée et qu'ils varient d'une banque à l'autre. x-Taux mensuel fixe. Afr. du Sud (rand) 1.1325. Allemagne de l'Ouest (mark) 0.5090. Arabie saoudite (rial) 3575. Australie (dollar) 1.1850. Autriche (schilling) 0725. Bahamas (dollar) 1.2350. Bahrein (dinar) 3.2575. Barbade (La) (dollar) 6200. Belgique (franc cnc) 025900. Bermudes (dollar) 1.2725. Brésil (cruzeiro) 0039. x-Bulgarie (lev) 1.2765. Caraïbes (dollar) 4620. Chine (renminbi) 6490. x-Colombie (peso) 0171. Danemark (couronne) 1430. E.A.U. (dirham) 3345. Espagne (peseta) 00950. Etats-Unis (dollar) 1.2277. Fiji (dollar) 1.2700. Hongrie (forint) 2275. Inde (roupie) 1800. Indonésie (rupiah) 001770. Irak (dinar) 3.9550. Irlande (livre) 1.6900. Israël (shekel) 0335. Italie (lire) 000890. Jamaïque (dollar) 5150. Japon (yen) 005275. Koweït (dinar) 4.2200. Liban (livre) 3090. Malaisie (ringgit) 5410. Mexique (peso) 0083. Norvège (couronne) 1720. N-Zélande (dollar) 8850. Pakistan (roupie) 1000. Pays-Bas (florin) 4615. x-Pologne (zloty) 0141. Portugal (escudo) 01350. x-Roumanie (leu) 2749. Royaume-Uni (livre) 1.8751. Singapour (dollar) 5935. Suède (couronne) 1650. Suisse (franc) 6660. Tanzanie (schilling) 1325. x-Tché. (couronne) 2035. Tri-Tobago (dollar) 5150. Venezuela (bolivar) 2960. Yougoslavie (dinar) 0182.

denrées

MONTREAL (PC) — Cours des denrées transmis par le ministère fédéral de l'Agriculture:

Beurre: Commission canadienne de l'industrie laitière, prix d'achat, No 92, \$4.36 le kg; No 93, \$4.38 le kg; prix de vente, \$4.38-\$5.36 le kg; prix moyen du grossiste au détaillant: \$4.81 le kg.

Fromage cheddar au kilo: blanc, \$4.46; coloré, \$4.46.

Poudre de lait écrémé: No 1, sac de 25 kg, \$2.61 le kg; pour nourrissement: \$1.43-\$1.59; lait de beurre en poudre: \$1.72-\$1.81; petit lait en poudre comestible: \$0.40-\$0.70; lait en poudre pour nourrissement: \$0.35-\$0.35 1-2 le kg.

Oeufs: prix moyens des grossistes aux détaillants, boîte d'une douzaine, A-extra-gros, \$1.27 1-10; A-gros, \$1.22 8-10; A-petits, \$0.81; A-pee-wee, \$0.48.

moyens, \$1.12 8-10; A-petits, \$0.84 8-10.

Prix de gros aux distributeurs établis par la Fédération des producteurs avicoles du Québec: A-extra-gros, \$1.23; A-gros, \$1.19; A-moyens, \$1.09; A-petits, \$0.81; A-pee-wee, \$0.48.

Maheu Noiseux



M. J. Rosaire Lemay

AVIS DE NOMINATION



Richard Drouin, C.R.

AVIS DE NOMINATION

GRATIER DESCHENES Inc.



Léo R. April

M. J. Gratier Deschênes, président, est heureux d'annoncer la nomination de Monsieur Léo April au poste de directeur général de l'Entreprise. Fort d'une solide expérience de gestion dans la grande (ALCAN-STEINBERG) et la petite Entreprise, M. April est un technicien en électricité et complète, présentement une maîtrise en gestion FMO. Cette nomination s'inscrit dans la réalisation d'un important programme de relance et de développement de l'Entreprise.

Les associés du groupe Maheu Noiseux sont fiers d'annoncer que Monsieur J. Rosaire Lemay se joint à leur bureau de Québec à titre de vice-président Développement et Expansion des affaires du CENTRE DES DONNEES COMPTABLES INC., une filiale du groupe et à titre de conseiller en gestion et de système d'information pour MAHEU NOISEUX & COMPAGNIE. Ses bureaux sont situés au 2860, chemin des Quatre-Bourgeois, Sainte-Foy, Québec, G1V 1Y3, (418) 651-7621, et au 1185, avenue Lavigne, Sainte-Foy, Québec, G1V 4K3, (418) 658-5564.

Monsieur Lemay possède une solide expérience en informatique et en administration pour avoir occupé divers postes de spécialistes et de haute direction ces 25 dernières années. Avant de se joindre au groupe Maheu Noiseux, il occupait, au gouvernement du Québec, le poste de Directeur de l'information et des systèmes de gestion au Conseil du trésor. Le groupe Maheu Noiseux dispose d'un large éventail de compétences appartenant à diverses disciplines: vérification et services comptables, conseils en gestion, conseils en systèmes, vérification de systèmes, fiscalité et taxe de vente, services internationaux, conseils en matière d'insolvabilité et administrateurs gestionnaires (syndic).

Monsieur Jean-Paul Tardit, président du conseil d'administration de Groupe Prêt et Revenu, a le plaisir d'annoncer la nomination de Me Richard Drouin, C.R., au poste d'administrateur du club de soccer Le Manic de Montréal.

Me Richard Drouin, associé senior de l'étude légale Langlois, Drouin et Associés est bien connu dans les milieux d'affaires. Il siège à de nombreux conseils d'administration. Il est président de l'Hôtel-Dieu de Québec et est administrateur du club de soccer Le Manic de Montréal.

Groupe Prêt et Revenu est une compagnie de gestion qui contrôle Fiducie Prêt et Revenu, Aeterna-Vie, compagnie d'assurance et la St-Maurice, compagnie d'assurances générales.



Prêt régime enregistré épargne-retraite du Trust Royal.

C'est un fait: il est parfois avantageux d'emprunter pour économiser

Les gens qui savent administrer l'argent reconnaissent qu'il est judicieux d'emprunter pour investir. Il arrive souvent que le rendement de l'investissement fait plus que compenser les intérêts de l'emprunt. Au Trust Royal, nous discuterons avec vous de la possibilité de vous prêter les fonds nécessaires pour souscrire des maintenant à un régime enregistré d'épargne-retraite. Le moment est bien choisi pour com-

mencer à investir dans l'avenir. Nous prendrons le temps de vous décrire les régimes que nous avons à vous proposer. Nous discuterons de leur coût et de leur rendement possible. Vous aurez tous les renseignements voulus. Nous savons que les décisions importantes ne se prennent pas à la légère. Passez nous voir. On ne se contentera pas de vous remettre des brochures.

Le Trust Royal vous ouvre des portes.

Edifice Trust Royal
1122, chemin St-Louis
Sillery, Québec, G1S 1E5
(418) 681-7241

REER/CPG

11 1/2% 36 mois
12 1/2% 5 ans

Intérêt versé une fois l'an
Dépôt minimal \$1,000

Intérêt versé une fois l'an
Dépôt minimal \$500

Montréal Trust
Les experts du REER

475, Saint-Amable 529-6841

Les durées et les taux peuvent changer sans préavis

Régime enregistré d'épargne-retraite sécuritaire

SSQ
Individuel! Jusqu'à 12.25% Pour tous!

Termes de 1 à 10 ans, au choix

- Dépôt à compter de 200\$
- Aucuns frais d'adhésion, d'administration ou autres.
- Aucuns frais de conversion lors de l'achat d'une rente.
- Aucune obligation de souscrire à chaque année.

Intérêt composé annuellement

Renseignez-vous maintenant! Demandez notre brochure SECUREER.

Les bureaux de notre siège social seront ouverts samedi le 26 février jusqu'à 17h, ainsi que les 28 février et 1er mars jusqu'à 21h.

SSQ
Mutuelle d'assurance-groupe

Siège social: 2525, boul. Laurier, Sainte-Foy, Qué. G1V 4H6 Tel: 651-7000
Succursales: Québec 659-4363 Montréal 384-8150 Longueuil 651-3300

Près de deux millions d'assistés au pays

OTTAWA (d'après PC) — Le nombre de Canadiens dont le seul revenu provient de l'aide sociale a atteint le plafond de 1.8 million, cette année. Un haut fonctionnaire fédéral précise cependant que la hausse sera dorénavant limitée pour

les prochains mois.

Bien que le coût global de l'aide sociale ait grimpé à chaque mois, depuis quelque temps, M. Ron Yzerman, haut fonctionnaire à l'aide sociale a avisé que "le pire est passé".

Le gouvernement s'est laissé tenter par une prédiction quant à l'ampleur de la hausse du nombre de prestataires qui restera "minime", prétend-il.

Fondant ses prévisions sur la

conviction que le chômage n'augmentera pas sensiblement cette année, le gouvernement fédéral juge que le nombre de personnes dépendant de l'aide sociale augmentera d'à peine 2.2 pour 100 ou moins, en 1984.

La contribution fédérale au programme commun d'aide sociale atteint \$3.1 milliards pour l'année budgétaire 1983-1984, soit une hausse de 13 pour 100 par rapport à la présente année financière.

Ottawa débourse la moitié du

coût des allocations d'assistance et la moitié de certaines dépenses inhérentes aux soins couverts par l'aide sociale et autres services fournis "gratuitement" au bénéficiaire. Les gouvernements provinciaux paient le reste de la facture.

Santé et sécurité Une enquête publique sera demandée sur l'usine Expro

VALLEYFIELD (d'après PC) — Le ministre délégué au Travail, M. Raynald Fréchette, recommandera, mercredi, au Conseil des ministres la tenue d'une commission d'enquête publique sur l'ensemble de l'administration de la santé et sécurité au travail à l'usine Expro de Valleyfield.

Au cours de la semaine, 13 cas d'intoxication aux vapeurs d'éther ont été signalés à cette usine et 31 depuis un mois.

De son côté, la CSN appuie le Syndicat national des produits chimiques de Valleyfield dans ses démarches et exige que les gouvernements fédéral et provincial obligent la compagnie Expro à respecter la santé et la sécurité de ses employés. La CSN réclame du même coup une enquête publique dans les plus brefs délais.

Point mort dans les négociations avec les cols blancs à Lévis

(PC) — Une séance de conciliation, qui s'est déroulée jeudi, entre la ville de Lévis et le syndicat de ses 34 cols blancs, n'a pas permis de rapprochement entre les parties.

Le syndicat a déposé une contre-proposition salariale, mais les représentants municipaux ont répété que les offres de la ville, déposées le mois dernier, étaient définitives.

Ces employés municipaux sont en lock-out depuis près d'un mois.



Tabouret avec siège en bois,
légèrement éraflé,
très résistant,
choix de couleurs



PRIX ZIP

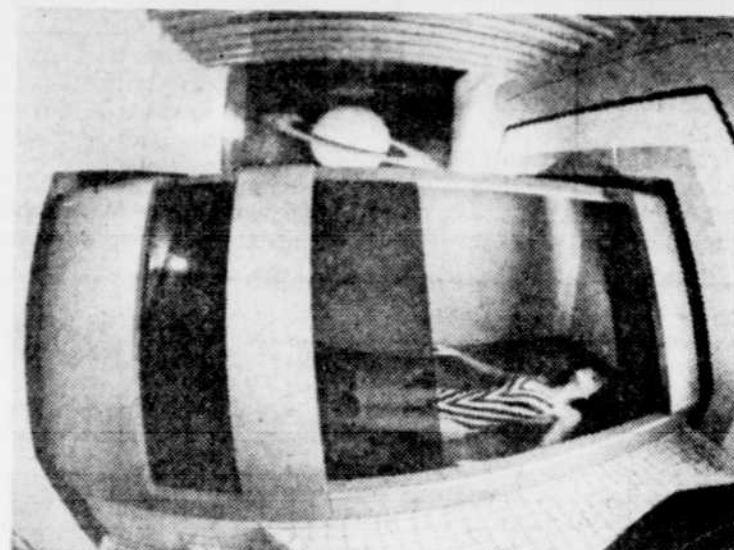
\$9.99

la prêt-à-apporter du meuble design
INTERSECTION HAMEL ET HENRI IV
QUEBEC (418) 871 2221

Une expérience au-delà du réel

LA DÉTENTE ABSOLUE
PAR LES BAINS D'APESANTEUR

S'introduire dans un milieu quasi utérin permet de retrouver l'être spontané, sensible, curieux, créatif que nous étions à la naissance, cette réduction de stimuli sensoriels peut nous conduire en quelques minutes aux confins de nous-mêmes, à l'extase, au samadhi puisqu'elle entraîne un niveau de détente semblable à celui que procure une longue pratique du yoga ou d'autres formes de méditations orientales.



RELAXORIUM



Club de
Racquetball
Lebourgneuf
627-5484

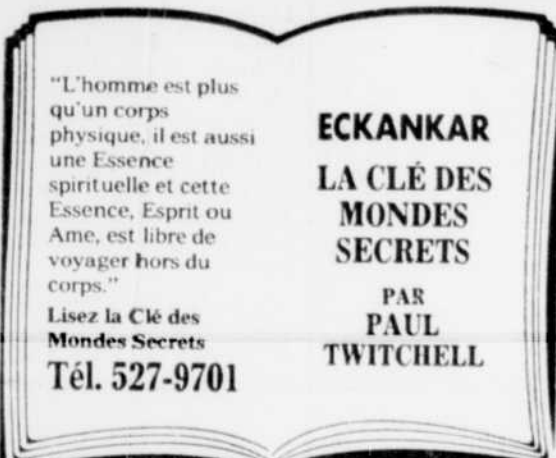
Pour faciliter le contact avec son centre, les bains tourbillons, sauna et turc peuvent servir de prélude à ce voyage intérieur. Vivre une telle expérience de relaxation c'est de faire un acte d'amour à soi-même.

***OUVERT 7 JOURS/SEMAINE DE 9 A 23 HEURES**



PRIÈRE-SECOURS

681-4144



ECKANKAR
LA CLÉ DES
MONDES
SECRETS

PAR
PAUL
TWITCHELL

Lisez la Clé des
Mondes Secrets
Tél. 527-9701

Le docteur
Fernand Bellemare
m.d.

ophtalmologiste
exerce sa profession
à nul autre endroit
à Québec:

320, rue St-Joseph est
Complexe Bibliothèque de Québec
Place Jacques-Cartier
529-9411

COLLÈGE DE MAISONNEUVE
ÉDUCATION DES ADULTES

COURS À L'ÉTRANGER

BOURNEMOUTH, CAMBRIDGE,
HASTINGS ET OXFORD

MAI, JUIN ou JUILLET 1983

Cours: Anglais de tous les niveaux

Logement en famille

Prix: à partir de 1 450\$

COURS D'ÉTÉ À CUENCA, ESPAGNE

3 ou 5 semaines en juillet et août 1983

Cours: Espagnol de tous les niveaux

littérature et civilisation espagnoles

Logement en résidence

Prix: à partir de 1 150\$

INCLUS DANS LES PRIX: Cours, transports
aériens et terrestres, logement, nourriture,
visites culturelles, assurances, etc.

Tous les services techniques non pédagogiques sont assurés par l'Agence L'Avenir/Future Inc. et/ou le Comité d'Accueil Canada-France détenteurs d'un permis du Québec.

DEMANDEZ NOS DÉPLIANTS:

COURS À L'ÉTRANGER

Collège de Maisonneuve

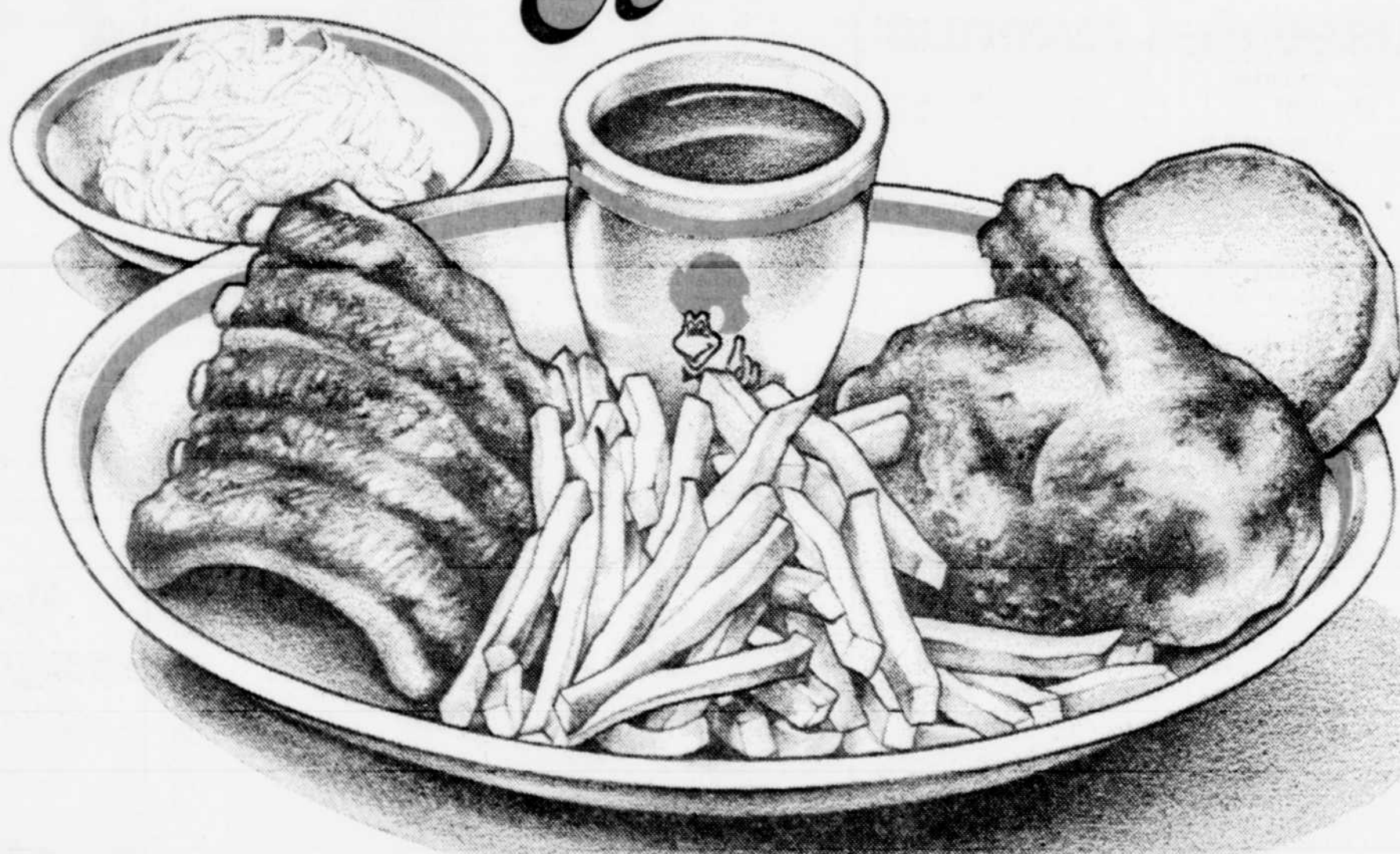
3800, rue Sherbrooke est

Montréal, Qué. H1X 2A2

Tél.: (514) 254-7131

postes 146 ou 248

NOUVEAUTÉ St-Hubert®



Du poulet et des côtes levées!

Essayez notre nouvelle assiette "poulet et côtes levées" St-Hubert! Vous n'en reviendrez pas! Un quart de poulet St-Hubert, cuisse ou poitrine, rôti à la broche juste comme vous l'aimez, accompagné d'une portion de côtes levées délicatement fumées et marinées, grillées à point et relevées d'une délicieuse sauce à côtes levées spécialement conçue à la façon St-Hubert. Bien sûr, l'assiette "poulet et côtes levées" St-Hubert vous est servie avec la salade de chou, les frites, le pain et la sauce St-Hubert!

Vous pourriez même choisir de prendre toute une assiette de côtes levées.

Dégustez-les tranquillement à la salle à manger St-Hubert, prenez-les au comptoir de commandes à emporter, au service à l'auto.

L'assiette "poulet et côtes levées" St-Hubert est apprêtée selon la tradition St-Hubert.



Tout pour plaire!®

Copyright, tous droits de reproduction et de traduction réservés
— Canada 1982 — LES RÔTISSERIES ST-HUBERT LTEE, Laval, P.Q., Canada